

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Janvier 1979
sommaire

40ème congrès de la CGT.....	p 2
La loi du capital.....	p 2
Licenciements.....	p 3
Travailleurs immigrés.....	p 3
Grèves en RFA.....	p 4
Réponse au FOR (suite).....	p 6
La démocratie ouvrière.....	p 8

mensuel n° 57
3ff 30 FB/ 2 FS/ 0,70 Cts can.

FRANCE

LICENCIEMENTS, SECURITE SOCIALE ...

CONTRE L'AUSTERITE UNE SEULE VOIE : LUTTER

• La note est lourde, très lourde pour la classe ouvrière en cette fin d'année 1978. Il aura vraiment fallu qu'après la perspective électorale, la classe ouvrière soit anémiée par le poids et la rapidité des mesures pour qu'en l'espace de quelques mois, la bourgeoisie puisse mener une offensive qui n'a pas de précédent depuis la seconde guerre mondiale.

Aux licenciements de dizaines de milliers d'ouvriers dans la construction navale, la sidérurgie, le textile et le cuir, le bâtiment et les travaux publics, le téléphone et de centaines d'autres dans d'autres secteurs, ainsi qu'au blocage général des salaires viennent aujourd'hui s'ajouter une augmentation des cotisations-sociales et une diminution des allocations chômage.

Partout, sur toutes les questions et à tous les niveaux, ce sont les mêmes arguments pour présenter et faire accepter ces mesures.

M. Giscard d'Estaing dit : "Face à la crise mondiale, il faut que l'économie française soit compétitive, il faut accepter des mesures de moindre mal pour ne pas courir à la catastrophe, licencier et sacrifier à la nation une partie des travailleurs pour que les autres conservent leur travail".

Pourtant la chute des investissements, de la production et des échanges internationaux, bref, la crise mondiale qui ne fait que s'approfondir montre que de la même manière que les cinq cent mille licenciements de décembre 73 à septembre 78 n'ont pas empêché les dizaines de milliers de licenciements d'aujourd'hui, ceux-ci n'empêcheront pas des dizaines de milliers d'autres demain.

Et pas d'illusion ! Les ouvriers licenciés aujourd'hui ne trouveront pas du travail demain et, de plus, l'Etat, lui, est bien incapable de les intégrer dans de vastes politiques de travaux publics comme après-guerre; au contraire : "La réduction des grandes commandes de l'Etat... a fait tomber de 25 % l'indice d'activité du bâtiment et des travaux publics. Comme les effectifs n'ont été réduit que de 12 %... les entreprises ne vont pas tarder à faire coïncider le nombre de leurs salariés avec leur degré d'activité".

Comme pour les licenciements, les mesures d'augmentation des cotisations sociales et de diminution des allocations chômage sont prises et présentées sous le couvert de "l'intérêt général", de "l'équité" et de "la justice".

"Pour éviter la faillite de la sécurité sociale, une ponction sur les salaires les plus forts est nécessaire"; "pour éviter une faillite des caisses d'assurance chômage, une baisse des indemnités les plus élevées est tout autant nécessaire". Que répondre à cela ?

- Premièrement, ces mesures touchent, il est vrai, les salaires plus élevés et les indemnités les plus fortes, mais touchent davantage les salaires plus bas et les indemnités plus faibles.

- Deuxièmement, et c'est là le plus important, la faillite du capitalisme est générale et elle est aussi la faillite des caisses de l'Etat et des finances publiques en général (94 milliards de déficit au dernier budget de l'Etat), et il n'y a là non plus aucune raison que ces mesures s'arrêtent là; au contraire, vu l'accélération du taux de chômage, plusieurs milliers de licenciements par se-

maine, ces mesures ne font qu'annoncer d'autres mesures à suivre, encore plus strictes.

En fait, la crise du capitalisme montre qu'il n'est pas capable et sera de moins en moins capable d'accorder aucune "sécurité", aucune "assurance", sociale ou contre le chômage, aux travailleurs qu'il a exploités pendant des années; il est incapable de leur reverser ce qu'il leur a régulièrement soutiré chaque mois sur leur salaire.

Si la bourgeoisie a pu ces derniers mois faire passer des plans économiques et en particulier les licenciements sans que cela provoque d'explosion sociale, c'est comme nous le disons plus haut grâce au coup de massue que ceux-ci représentent et qui tarisse les ouvriers abasourdis sous le choc, mais aussi et surtout grâce à l'encadrement des syndicats et à la désorientation que ceux-ci provoquent dans la classe ouvrière par leur mots d'ordre "réalistes et responsables", par leur langage essentiellement et fondamentalement identique, et qui se place sur le même terrain que celui des équipes actuellement dirigeantes.

Concrètement, quand les syndicats, face aux premiers licenciements des usines Terrin à Marseille ou de Manufrance à St-Etienne, ont demandé aux ouvriers de sacrifier une partie d'entre eux "pour éviter l'irréparable", "sauver l'entreprise", "préserver le travail des autres", leur raisonnement, leur attitude ont été la même que celle de Barre qui demande aux travailleurs "de fronce" de sacrifier une partie d'entre eux pour préserver le travail des travailleurs "français".

Et c'est la même chose pour la diminution des allocations chômage où les syndicats "ont adopté, depuis les négociations en juin 78, une attitude réaliste, acceptant la dégressivité de l'indemnisation à 90%" (Le Matin 4/2/78)

Cette société n'est pas la nôtre!
On nous l'a assez dit, assez fait sentir pendant des années d'exploitation. Ce système économique n'est pas celui de la classe ouvrière et celle-ci ne doit pas accepter les conséquences de la crise.

Quand la bourgeoisie reconstruisait son économie sur les cadavres de la seconde guerre mondiale, elle n'est pas venue partager ses profits avec la classe ouvrière. Et pour quelle raison faudrait-il que celle-ci aujourd'hui accepte les sacrifices que la bourgeoisie lui demande pour faire face à sa crise?

La classe ouvrière ne doit pas accepter les sacrifices que lui demande la bourgeoisie car, pour commencer, des sacrifices aujourd'hui n'éviteront pas des sacrifices plus grands demain, au contraire : si la bourgeoisie ne rencontre pas la résistance de la classe ouvrière, elle aura les mains libres pour la pressurer encore plus.

Non seulement la classe ouvrière ne doit pas prendre en compte les difficultés immenses que rencontre le capitalisme aujourd'hui pour accepter les mesures que prend la bourgeoisie, mais il doit profiter de l'affaiblissement que provoque cette crise dans l'appareil politique de la bourgeoisie incapable de mettre en place une équipe dirigeante stable, pour mener sa propre offensive.

ITALIE

OUI A LA LUTTE, NON AUX SYNDICATS !



• Il est des grèves qui reportent au passé de la classe; celui de ces 50 ans où la classe ouvrière a été embrigadée sous des drapeaux qui n'étaient pas le sien. Il en est d'autres qui reportent à l'avenir de la classe; celui de la lutte. La grève des hôpitaux qui a secoué l'Italie au mois d'octobre fut de celle-là. Elle montre que le prolétariat commence à se relever au coeur de l'Europe contre les mystifications syndicales ou "de gauche", contre l'austérité que veut imposer la bourgeoisie. A l'heure actuelle les ouvriers ont repris le travail, sans que la bourgeoisie ait cédé de concessions, comme dans

tant d'autres grèves. Mais ce qui est significatif dans les hôpitaux en Italie, c'est que les ouvriers n'en ont pas pour autant abandonné la lutte, qu'ils restent conscients de la nécessité de développer leur force contre l'Etat, ses partis, ses syndicats. Les déclarations des travailleurs à la reprise du travail allaient toutes dans un sens : la nécessité de reprendre la lutte en l'étendant à d'autres secteurs.

C'est l'importance de cette lutte pour l'ensemble de notre classe qui nous amène à publier ici un extrait de (suite page 4)

NOTRE LUTTE N'EST PAS CONTRE LES MALADES, MAIS CONTRE LE GOUVERNEMENT, LES GOUVERNEMENTS REGIONAUX, ET LES SYNDICATS.

(Slogan des ouvriers des hôpitaux lors de leur dernière lutte en octobre).

IRAN

UNE LUTTE AUX IMPLICATIONS MONDIALES

• Dans le numéro précédent de RI, nous avons mis en avant le surgissement du prolétariat dans la situation iranienne comme un facteur décisif, montrant quelle était la seule ouverture réelle à la situation : la lutte de classe ouvrière face à l'Etat armé et son "opposition", les "démocrates" religieux et les nationalistes qui ne visent tous qu'à masquer les...deux seules véritables forces en présence au niveau historique, la bourgeoisie et le prolétariat, l'armée et les ouvriers.

Les gigantesques manifestations de masse des 10 et 11 décembre 1978 ont vu "tout un peuple" se retrouver pour demander le départ d'un tyran. On y a vu des classes et des couches aux intérêts aussi divergents que les bourgeois "éclairés" et les sans-travail, où les ouvriers et les petits "boutiquiers" ont, d'un choeur commun et pacifique réclamé comme hommes nouveaux "d'antiques" personnages religieux tels que l'ayatollah Khomeiny et réclamé leur dignité nationale encadrés par 15 000 membres du service d'ordre -service d'ordre qui avait pactisé avec l'armée pour ne pas parler du shah dans ses mots d'ordre. Ces manifestations ont jeté une lumière crue sur la véritable intention des oppositions qui proposent leurs bons offices au peuple iranien :

l'Union Nationale, la communauté retrouvée du "capital et du travail" est en fait, sous un nouveau vernis la perpétuation de la domination bourgeoise.

Dès le lendemain, le 11 décembre, les fissures du bel édifice discipliné apparaissaient. La seconde manifestation voyait surgir slogans contre le shah et dénonciations des USA, toutes choses péniblement contenues la veille. L'impérialisme dominant, un temps silencieux parce qu'espérant trouver dans les événements l'assurance d'une relève en douceur d'un pouvoir chancelant, réagissait immédiatement à ces fissures, par la voix de Jimmy Carter en réaffirmant fermement son soutien au shah.

Une fois encore, l'impasse de la bourgeoisie était confirmée. Les exigences de la stratégie internationale, de l'ordre bourgeois indispensable à ces exigences, et au "dégraissage économique" nécessaire au maintien du capital iranien convergent sur une force et une seule pour la bourgeoisie : l'armée. Et cette armée, c'est encore le shah. Et l'ayatollah Khomeiny ne s'y est pas trompé qui réitère ses appels aux officiers et aux soldats à passer dans l'opposition, qui fonde sa perspective politique sur une remise en ordre par un changement d'équipe pour une meilleure (suite page 1)

"UNITE. INDEPENDANCE, DEMOCRATIE"...

CONTRE LES OUVRIERS

«Il est des vérités que la bourgeoisie réserve à son propre usage et qui n'apparaissent que dans ses circuits de presse spécialisés comme la "Lettre de l'Expansion", véhicule de la pensée bourgeoise à diffusion limitée. Les capitalistes parlent aux capitalistes ; contrairement à ce qu'on trouve dans la dite "grande presse" destinée à abrutir la population et surtout les exploités, on peut ici laisser les mensonges au vestiaire, car en son sein la bourgeoisie a intérêt à être la plus lucide possible.

C'est ainsi que dans la lettre de l'"Expansion" du 30 octobre 1978, on trouve l'affirmation suivante : "En réalité, Giscard est préoccupé par cette absence d'alternative politique aux yeux de l'opinion publique. Les Français sont mécontents, mais ils ne voient aucune autre majorité, ni aucune autre politique possible (à cause de la crise de la Gauche). C'est une situation entièrement nouvelle par rapport à celle des dernières années. Elle présente des avantages dans l'immédiat, pour le gouvernement. Mais elle comporte, aux yeux du chef de l'Etat, des périls cachés : des risques d'explosion imprévisibles et incontrôlables ; c'est comme ça qu'on crée les conditions d'un nouveau mai 68... Ce danger-là paraît plus grand à Giscard que le danger de perdre les élections de 1981".

Voilà, exprimé sans fard, ce que nous avons toujours affirmé et contre quoi nous mettions en garde la classe ouvrière : l'Union de la Gauche et le programme commun n'ont vu le jour que pour cana-

liser la révolte des ouvriers vers la perspective illusoire d'un possible changement de leurs conditions de vie par la voie électorale.

Et elle a d'ailleurs si bien rempli sa fonction que dans l'apathie générale qui a accompagné les élections, la bourgeoisie française a pu faire accepter ses premières grandes mesures d'austérité.

Mais, maintenant que le mirage s'est évanoui, que les querelles intestines entre le PC et le PS ont repris le dessus, venant provisoirement et en partie discréditer ces deux partis aux yeux des travailleurs, un vide est créé dans le réseau de mystifications où la bourgeoisie enferme le prolétariat. Ce vide, il lui faut le combler au plus vite car il créé, comme elle en a conscience, les "conditions d'un nouveau mai 68".

Le nouveau mirage vers où orienter les luttes pour les épuiser, pour qu'elles ne remettent surtout pas en cause les rapports sociaux capitalistes, les syndicats vont se charger de le créer. En cette matière, ces auxiliaires précieux du capitalisme dans l'usine ont une longue expérience (cf. brochure "Les syndicats contre la classe ouvrière").

Et c'est consciente de leur nouvelle importance pour pallier à sa faiblesse politique actuelle que la bourgeoisie, de la droite à l'extrême-gauche se tourne vers eux.

De Giscard, qui, au lendemain des élections déjà, s'empressait de les inviter à Matignon, au PS qui, dans le "Matin de Paris", son organe officieux, se soucie que les ouvriers "retrouvent confiance dans leur syndicat", jusqu'aux

trotskystes de la LCR, les plus ardents défenseurs de l'Union de la Gauche hier, et dont l'unité syndicale est aujourd'hui leur principal cheval de bataille (cf. à ce propos l'article "Quelle unité ouvrière" dans RI n° 55 et 56).

Tel est le contexte où s'insère le 40ème congrès de la CGT. Bien au-delà de la simple préoccupation contingente de ce syndicat sur la diminution de ses effectifs et la nécessité de renouveler son image de marque pour y remédier, il se fait l'écho de ce souci général à toute la bourgeoisie d'un "renouveau syndical".

A cet effet, la première étape est de prendre ses distances avec un PC quelque peu déconsidéré ; et l'on met l'accent sur "l'indépendance syndicale", on fait un peu d'esbrouffe sur "le respect de la diversité des opinions politiques pour la composition des organismes de direction" (alors que les mêmes délégués sont réélus), on fait même son autocritique sur la subordination de la CGT au programme commun, pour affirmer que la CGT a son propre "programme d'action indépendant".

Deuxième étape : il faut "engager une campagne, vaste et de longue haleine, pour une syndicalisation supérieure des salariés en France" car "nous pensons qu'il est socialement malsain que les 3/4 des salariés n'aient aucune appartenance syndicale" (rapport du congrès).

Ce congrès, dit encore Ségué, doit être "le commencement d'un renouveau syndical général, pas seulement pour la CGT, mais pour tout le mouvement syndical en France

Voilà toute la campagne d'intoxication de la bourgeoisie : en mars 78, elle nous disait "votez pour n'importe qui, mais votez", et, aujourd'hui, elle nous dit : "syndiquez-vous à n'importe quel syndicat, mais syndiquez-vous".

D'une importance secondaire est finalement, pour la bourgeoisie, le choix entre tel ou tel syndicat, tel ou tel parti ; tous présentent pour elle le même avantage : faire dévier les ouvriers du terrain de la lutte de classe en les persuadant de s'en remettre à un parti ou à un syndicat qui, tous, font miroiter les mêmes illusions, d'une quelconque possibilité de changement. "La perspective de changement n'est pas forcément reportée à la prochaine échéance électorale", disait d'ailleurs le rapport du congrès de la CGT.

Et, face à toutes ces illusions, nous affirmons ; faire confiance aujourd'hui aux syndicats au lieu de prendre soi-même en charge ses luttes, c'est aller à la défaite, c'est laisser les mains libres à la bourgeoisie pour imposer l'austérité comme elle a pu le faire hier en nous endormant avec les fausses promesses d'un programme commun.

Il n'y a rien à changer, à l'intérieur d'un système en faillite, il n'y a rien à attendre de lui. Seule est possible une lutte de résistance pas à pas contre l'attaque toujours plus grande de nos conditions de vie. Une lutte qui nous conduira à la destruction de ce système et où le mot changement aura alors un sens.

LA CGT.

POUR UNE REPRESSION SYNDICALE «DEMOCRATIQUE»

• "Audacieux, conquérant, novateur", d'après la CGT ; "imaginatif, réaliste, décentralisateur" pour le "Matin" ; voilà "les trois axes autour desquels le syndicalisme pourrait retrouver, avec son efficacité davantage de crédibilité" ("La Vie Ouvrière", organe CGT).

Avec les promenades mensuelles offertes durant cinq ans à des millions de travailleurs à qui l'on faisait crier : "Union, action, programme commun", et l'échec de la gauche aux élections, la crédibilité des syndicats et en particulier de la CGT en a pris un coup. Les résultats des dernières élections professionnelles auxquelles nos syndicalistes ne sont pas insensibles, il en va de leur gagne-pain- en sont un indice.

Donc, avec l'absence d'alternative politique de gauche et le désintérêt croissant des ouvriers pour les syndicats, il s'agit aujourd'hui pour la bourgeoisie de "remplir un vide", comme dit E. Maire. C'est la signification de l'effort immense d'imagination et d'audace de G. Ségué au 40ème Congrès de la CGT.

Audace et imagination, c'est vrai. Il faut le reconnaître. Ségué n'est-il pas devenu l'un des plus grands défenseurs de la "généreuse idée autogestionnaire" ? Il fallait oser le faire ! Surtout pour lui car, en 68, il y voyait un mot creux.

Autogestion, démocratie, autocritique,

féminisme, vie quotidienne, union à la base, comité national d'unité d'action, conseil d'atelier, cela aurait pu être le congrès de la CFDT, il y a 8 ans ou du PSU ; la CGT se met au goût du jour. Il faut bien reconnaître qu'elle y est obligée par la situation actuelle.

"Mieux écouter pour mieux comprendre" dit-elle. En appliquant la "démocratie au quotidien", elle va devenir plus "revendicative" que "politique" car elle était trop "généraliste", trop "centraliste". Le programme commun mort, il n'y a plus de solution miracle ; donc, elle va être plus réaliste ; elle va élaborer des contreplans industriels en concurrence à ceux du patronat. "La démocratie au quotidien dans l'usine" permettra d'y intéresser les ouvriers, d'où la nouveauté des conseils d'ateliers élus par tous et responsables devant l'assemblée" et qui "auraient une responsabilité directe de gestion". Ouvriers, attention ! Sous le prétexte de s'intéresser aux revendications locales que l'on peut avoir (et qui n'ont pas de solutions locales), les syndicats vont tenter de nous faire défendre "notre" entreprise "abandonnée" par le patron ! C'est un piège !

De plus, tout en "collant au plus près des revendications des travailleurs", la CGT ne rejettera pas les accords et les compromis avec le patronat : "Il n'est jamais bon de laisser d'autres, qui ne font rien, la possibilité

de s'attribuer les mérites de telle ou telle action, sous prétexte qu'en dernière analyse, nous avons refusé de signer".

En fait, derrière la démocratie syndicale, les assemblées et les nouveaux conseils d'ateliers, c'est un renforcement de la présence du pouvoir, de la CGT et des syndicats en général sur les ouvriers, qu'elle espère.

Outre le fait de les lier à la défense de leur usine et autres problèmes locaux, les conseils d'ateliers serviront, s'ils voient le jour, "à reconstruire l'union à la base".

L'union, les forces bourgeoises, la réalisent toujours pour fomenter un mauvais coup contre la classe ouvrière. L'union des syndicats, c'est la division du prolétariat ! Division par régions, villes, ateliers, par catégories ou nationalités (comme lors du récent conflit de la marine marchande).

De plus, pour nos syndicalistes, avec cette "nouvelle instance démocratique des conseils d'atelier", il s'agit de créer une structure syndicale de "base", plus souple et plus apte à encadrer et détourner les ouvriers. A l'image des shop-stewards en Angleterre, c'est, d'une part, un organe plus "proche" des travailleurs et, donc, plus sensible à la combativité ouvrière que le lourd appareil syndical ; d'autre part, pour paralyser le prolétariat, ces conseils "élus par tous" sont idéaux. Pourquoi, au cours d'une lutte, élire en assemblée un comité de grève, alors qu'il en existe déjà un ? diront les syndi-

cats. La bourgeoisie tente toujours de désamorcer les organes dont le prolétariat se dote au cours de ses luttes, pour les insensibiliser et en faire une structure permanente afin de les rendre inutilisables pour le prolétariat.

Seulement, pour "Rouge" et les gauchistes de tous poils, la CGT ne va pas assez loin : "...le 40ème congrès est bien loin du compte". Mais, sur le véritable contenu du congrès, les nouvelles méthodes d'encadrement de la classe ouvrière, ils sont, bien sûr, entièrement d'accord, bien que l'on n'aille pas assez loin dans la démocratisation de la CGT, dans l'autocritique, dans l'élaboration des conseils d'atelier et surtout dans l'unité : "il faut entraîner l'unité à la base, il faut constituer partout où c'est possible des comités d'action unitaires...". Plus démocrates et plus unitaires, les gauchistes voudraient, en fait, une police plus efficace !

Ouvriers ! Il nous faut rejeter toutes les sirènes de l'autogestion, de la démocratie, de l'union syndicale, de la défense de l'entreprise et de l'économie nationale. C'est en s'opposant aux syndicats, même de "base", et autres conseils d'ateliers, que nous retrouverons le chemin de la lutte de classe, le chemin de la réelle unité de la classe ouvrière qui ne peut se faire que contre la CGT et ses consoeurs. Plus on attend, plus difficile sera la reprise du combat nécessaire contre le capitalisme !

R.L.

La loi est toujours celle du capital

• Dans l'"Humanité" du 29 novembre 1978, un article était consacré à la reprise du travail par les ouvriers de "La Navale". Il était mentionné que "la CGT a fait constater par huissier que les travailleurs étaient présents à leur travail".

Voir le mépris des syndicats pour la classe ouvrière ne nous étonne pas, nous sommes habitués depuis maintenant plusieurs dizaines d'années à les voir à l'avant-garde de la défense de la politique bourgeoise au sein des entreprises. Indignés, résignés, nous ne le sommes pas, mais sommes déterminés comme nous l'avons fait maintes fois, soit dans nos interventions, soit à travers les colonnes de notre presse, à combattre, à dénoncer impitoyablement toutes les menées honteuses des syndicats contre le prolétariat.

Que veulent les syndicats en mettant en avant ce type d'action ?

En premier lieu, leur rôle est de faire croire que les ouvriers ont un intérêt à amadouer la bourgeoisie. La bourgeoisie, elle, peut mener une telle politique. Face à l'insatisfaction croissante des travailleurs, elle feint de se préoccuper de leurs intérêts en leur tenant à peu près ce langage : "Regardez comme on est gentil avec vous, nous prenons des mesures contre le chômage, contre la hausse des prix, pour améliorer vos conditions de vie, mais comprenez-nous bien, la crise nous oblige à faire quelques petits sacrifices, il faut le comprendre." Balivernes, mensonges, vilénies ! Tant qu'elle le peut, la politique de la bourgeoisie est orientée vers un but : amadouer et flatter la classe ouvrière afin de la paralyser et l'empêcher de mener son combat de classe.

Toute autre est l'attitude du prolétariat. Alors que la bourgeoisie n'a rien à gagner dans la lutte puisqu'elle remet

en cause ses intérêts en tant que classe exploiteuse, la classe ouvrière, elle, est toute intéressée à lutter. Certes, le prolétariat ne peut mener un assaut constant, son attitude comme le montre l'histoire, n'est pas de lutter sans arrêt, parce que classe exploitée et dominée, il ne détient au sein de la société aucune force, sinon la force qu'il puise dans et par la lutte. Mais lors de ses combats contre la bourgeoisie, il n'essaie pas de l'amadouer, mais devra la combattre sans merci car il n'a rien à attendre d'elle. L'issue de ce combat sera le résultat du rapport de force entre les deux classes antagonistes : socialisme ou barbarie. Et plus les ouvriers s'en remettent aux bons sentiments et à "l'humanité" de la bourgeoisie et plus ils sont faibles et vulnérables face à ses attaques et à la répression qu'elle ne manquera pas de déchaîner, quand elle sera obligée de montrer son

véritable visage.

En second lieu, la bourgeoisie en s'appuyant sur les institutions officielles veut montrer aux travailleurs que les conflits peuvent être réglés dans Tordre et la loi, comme si le rapport des deux classes était un rapport d'égal à égal ; comme si les institutions juridiques étaient objectives, neutres, en dehors de tout intérêt de classe ; comme si la bourgeoisie n'était pas la première à bafouer ses propres lois. Que la bourgeoisie fasse appel aux institutions officielles, c'est normal, elles sont faites par et pour elle. Elles ne trouvent leur utilité que dans le maintien de la société capitaliste, pour le compte de la bourgeoisie. C'est pourquoi la classe ouvrière ne peut se situer sur le même terrain. En défendant ses intérêts jusqu'au bout, elle sera contrainte

(suite p. 7)

ACCEPTER ON LICENCIEMENT AUJOURD'HUI, C'EST EN PREPARER DES MILLIERS DEMAIN

• Au milieu de l'avalanche de licenciements de ces dernières semaines dans la sidérurgie, les 1300 licenciements à Manufrance sont passés au second plan. Cependant nous nous penchons ici sur le cas de Manufrance, car il est particulièrement significatif de la façon dont la bourgeoisie fait passer son plan de chômage et dont les syndicats l'aident de façon zélée et "responsable" dans cette tâche.

En juin dernier, le FDG de Manufrance présentait un "plan de redressement" de l'entreprise qui comportait la mise au chômage de 342 employés. Ce plan, le PS, le PC et la CGT l'ont soutenu et l'ont fait accepter aux ouvriers au nom de l'avenir de l'entreprise. Fin novembre, dans Tétonnement général semble-t-il, ce sont 1300 nouveaux licenciements qui son annoncés. Comme un seul homme, la gauche et les syndicats élèvent cette fois-ci des protestations véhémentes : "Le PCF refuse les 1300 licenciements demandés" titre 1 "Humanité" ; "Nous continuerons d'agir pour la défense de l'emploi" déclare le maire PCF de St-Etienne. La CGT s'élève contre ce "défi", cette "provocation". Enfin, la CFDT déclare : "nous avons compris maintenant (sic) que ce n'est pas avec un plan mais avec la lutte que nous sauverons Manufrance"...

Deux manifestations ont lieu sur la défense de la région et de l'entreprise, et l'affaire est enterrée. Les licenciements sont passés.

Alors qu'en juin, gauche et syndicats se chargeaient de faire accepter ce "moindre mal" que représentaient les 342 licenciements, aujourd'hui ils s'in-

dignent, ils s'étonnent. Mais s'agit-il d'un phénomène nouveau, spécifique? La seule affaire Terrin, à quelques centaines de kilomètres de là, démontre le contraire. A Terrin, comme à Manufrance, les syndicats se sont chargés de faire avaler en deux temps aux ouvriers la pilule amère de la crise et du chômage au nom de la "défense de l'entreprise" et des "nécessités économiques". Et sur une autre échelle, les licenciements dans la sidérurgie sont-ils un éclair dans le ciel bleu? Il y a déjà plusieurs mois que le gouvernement a annoncé que 30 000 licenciements étaient nécessaires, rien que dans ce secteur! Les syndicats ont-ils préparé la classe ouvrière à réagir eux qui se targuent d'être ses défenseurs? Non. Ils l'ont préparé à ne pas se battre en lui liant les mains face aux plans de la bourgeoisie, les nécessités et les besoins de "l'économie nationale".

A Manufrance, pour que, comme ils disent, "Manufrance vive", ils ont dit aux ouvriers : acceptez le plan, sacrifiez 342 d'entre vous.

Aujourd'hui, les syndicats se plaignent du "peu de combativité des travailleurs". Mais ils ont tout fait et ils feront tout pour dévoyer sa combativité, pour l'entraîner sur de faux objectifs, pour désorienter la classe ouvrière. Aujourd'hui, le maire PC de St-Etienne déclare : "C'est un coup de poignard dans le dos de Manufrance"; mais le coup de poignard, c'est vous qui l'avez donné aux ouvriers, et pas en novembre, mais en juin, en les poussant à se laisser enfermer dans la logique de l'entreprise et de ses livres de compte, en soutenant le "plan", en

leur disant de laisser tomber 342 des leurs.

Accepter 100 licenciements aujourd'hui, c'est en accepter 1000 demain. Si la classe ouvrière ne résiste pas pied à pied aux attaques de la bourgeoisie, si elle se laisse entraîner sur le terrain des "nécessités économiques" et du "sauvetage de l'entreprise" au lieu de se sauver elle-même, elle s'affaiblit. Elle est moins capable au second coup de résister, de répondre. C'est ce qui s'est passé à Manufrance avec cette seconde vague de licenciements.

Mais alors que doit faire la classe ouvrière? Ecouter les sirènes de la gauche qui lui rebat les oreilles sur le "grand capital" et les "riches" fauteurs de crise? Il est de plus en plus évident que la gauche ne se propose que comme autre gestionnaire de la crise. D'ailleurs, à St-Etienne, la municipalité est communiste et participe à la gestion de Manufrance dont le maire est l'administrateur. Le PCF a beau proclamer : "Loire veut vivre et c'est possible" et organiser des "journées" sur la question pour jeter de la poudre aux yeux des travailleurs, la réalité de la crise et de ses licenciements reste. Faut-il écouter les syndicats? Les syndicats disent qu'il faut lutter contre la crise et contre les licenciements. Comment? En défendant l'entreprise, en l'adaptant aux "nécessités économiques".

Le terrain des "nécessités économiques", c'est le terrain du capital : les nécessités économiques sont celles du système capitaliste en crise, et sur ce terrain, la classe ouvrière est battue d'avance. Les "nécessités économi-

ques" aujourd'hui, cela veut dire : encore plus d'exploitation, de licenciements, de fermetures d'usine, encore moins de salaires comme nous le démontre de façon limpide le plan d'ensemble que le gouvernement est en train d'appliquer et que la bourgeoisie met en place dans tous les pays.

Contrairement à ce que mettent en avant les syndicats, le problème qui se pose à la classe ouvrière aujourd'hui n'est pas celui de Boussac, celui des Chantiers Navals, celui de Manufrance ni même de la sidérurgie. Dans un tel cadre, il ne peut être résolu. C'est TOUTE la classe ouvrière qui est frappée par le plan de la bourgeoisie; c'est TOUTE la classe ouvrière qui se trouve face au chômage, directement ou indirectement, et ceux qui restent au travail voient leur exploitation augmenter, leurs salaires baisser. C'est partout que les syndicats ont mené la même politique qu'à Manufrance, dévoyé les buts et les moyens de la classe, fait accepter l'isolement et la division, parce que les syndicats sont devenus les encadreurs de la classe ouvrière et non ses défenseurs.

Face au plan d'ensemble de la bourgeoisie, c'est seulement ensemble que les ouvriers trouveront les moyens de résister, les moyens de leur riposte de classe. Contre les divisions syndicales en régions, en entreprises, en chômeurs et non-chômeurs, c'est en sortant des usines, en sortant des régions, en refusant toute division, en refusant les "nécessités économiques" imposées par la bourgeoisie que les ouvriers pourront établir un rapport de force en leur faveur face à la bourgeoisie.

C.N.

ATTAQUER LES TRAVAILLEURS IMMIGRES C'EST ATTAQUER TOOTE LA CLASSE OUVRIERE

• Appelée par leur comité de coordination, contre la répression et les expulsions, la manifestation nationale des résidents des foyers (Sonacotra, etc.) en lutte a réuni, le 18 novembre à Paris plus de 10 000 participants. C'est très remarquable, à considérer les extrêmes conditions d'oppression policière, d'hostilité gouvernementale, patronale et syndicale dans lesquelles ces ouvriers mènent aujourd'hui leur combat, plongés qu'ils sont dans un bain de racisme perfidement entretenu. Cela est tout à fait démonstratif d'une combativité de ces travailleurs qui, loin de s'émousser malgré les moyens déployés par la bourgeoisie pour en venir à bout, depuis les circulaires ministérielles jusqu'aux agressions physiques des gangs fascistes, par le dénigrement et la calomnie, s'est au contraire constamment renforcée depuis 1974, élargie, développée, organisée, et centralisée. Les immigrés, pendant toutes ces dernières années - et encore en ces jours- tandis que les travailleurs français ne réunissaient pas assez de force pour contrecarrer les manoeuvres paralysantes -programmes communs, élections, etc- des partis de gauche et des syndicats, les immigrés se sont révélés le fer le mieux trempé à la lance du combat prolétarien contre le durcissement de l'exploitation. Il importe d'en donner la raison : l'exemplaire combativité des travailleurs immigrés est justement en rapport direct avec la faiblesse de leur encadrement par les partis dits ouvriers et les syndicats. Cette ténacité irréductible devant la bourgeoisie, bien entendu la morsure du capitalisme en crise en est l'aiguillon premier, comme c'est le cas général pour le prolétariat -et d'autant plus pour les travailleurs immigrés, que la précarité de leur assise sociale rend plus vulnérables -mais il faut encore souligner comment elle est la traduction d'une capacité à conserver le contrôle de la lutte dans les mains des intéressés. Il faut dire bien fort que ce sont là, dans les faits mêmes, les plus capitales leçons pour l'ensemble de la classe ouvrière, à une époque où chaque prolétaire, plus ou moins, pressent un affrontement majeur avec la bourgeoisie. Le mouvement des travailleurs immigrés est le convaincant témoin d'une nécessité vécue et comprise par des ouvriers et qui tend à s'imposer à la totalité du prolétariat : hors de la lutte, point d'espoir. C'est pourquoi les révolutionnaires ont toujours

accordé la plus grande attention à la lutte des travailleurs immigrés, pour des meilleures conditions de travail ou de logement ; c'est pourquoi ils consacrent à ces ouvriers dressés dans le combat leur pleine solidarité.

De par cette situation singulière qu'ils illustrent de se trouver à la fois le secteur ouvrier le moins protégé contre les coups du capitalisme, le flanc du prolétariat le plus accessible au fer que le capitalisme est contraint d'enfoncer dans le corps de la classe ouvrière, et d'autre part celui qui de tous présente la plus grande aptitude à résister et mieux encore, à organiser le combat, en France du moins, et dans un certain nombre d'autres pays comparables (telle la RFA), la lutte des travailleurs immigrés n'en constitue que davantage, aujourd'hui, un révélateur pour l'analyse révolutionnaire. De par le moment même où elle est intervenue, la manifestation du 18 novembre est riche d'enseignements bien au delà du cas isolé des travailleurs immigrés. Elle permet de mettre au jour les ressorts objectifs de l'attaque capitaliste ; de mesurer l'état des forces du prolétariat au point de devoir riposter à cette attaque.

La manifestation du 18 novembre a mieux fait que répondre, par anticipation, et par l'arme ouvrière, à une série de mystifications spectaculairement déployées par la bourgeoisie dans la seconde moitié de novembre. Elle en a démontré plus le fond que l'apparence immédiate.

Que signifient, en effet, ces étranges initiatives prises par la bourgeoisie en direction des travailleurs immigrés? Le 28 novembre, le Conseil d'Etat déclarait "illégal" et anti-constitutionnelles sept des mesures adoptées depuis 1974 par le gouvernement dans le domaine de l'immigration, et qui donnèrent lieu à ces fameuses circulaires que les immigrés dénonceront toujours, à juste titre, comme scélérates, par exemple celle qui visait à interdire l'immigration familiale. Cette tapageuse décision d'une des instances suprêmes de l'Etat bourgeois, qui se donnait l'air d'un désaveu de M. Stoléro, ne peut pas ne pas paraître en fait une manière d'avaliser l'initiative que ledit ministre chargé des "problèmes de l'immigration" avait agencé peu de jours avant, sans moins de mise en scène, en lançant une semaine de dialogue avec les travail-

leurs immigrés. Cette campagne humanitariste s'est trouvée redoublée par le tollé même d'indignation qu'elle a soulevé du côté du PCF, au demeurant surtout offensé d'un empiètement de ses rivaux bourgeois sur sa chasse gardée ouvrière. Celui-ci, bien que partisan d'un arrêt de l'immigration et qui, au cours de la grève de la marine marchande, venait tout juste de se créer une nouvelle occasion de démontrer sa farouche résolution de protéger coûte que coûte le "travail français" contre les étrangers (cf. RI n°56), a aussitôt organisé une prétendue contre-semaine Stoléro, au titre de la solidarité ouvrière et de l'anti-racisme.

Les travailleurs immigrés ont très bien compris de quoi il s'agissait réellement. En fait d'humaniser son attitude par rapport aux immigrés, la comédie des Stoléro-consorts n'est que l'alibi grossier de la bourgeoisie pour mener à son extrême rigueur la politique anti-immigration commencée en 1974. A travers le durcissement des procédés d'intimidation et d'humiliation qu'elle emploie depuis quatre ans contre les immigrés, la systématisation des poursuites judiciaires et des arrestations policières rendue effective à compter du printemps dernier, la bourgeoisie ne fait qu'exprimer l'accomplissement de cette politique : il ne s'agit plus de limiter l'immigration, mais de renvoyer purement et simplement les travailleurs immigrés "chez eux". Il y a un an, elle feignait encore de prendre des gants : elle faisait miroiter une prime d'un million pour le départ volontaire des immigrés. Aujourd'hui, elle ne se donne plus d'autre recours que les moyens expéditifs les plus brutaux.

Cette politique que la bourgeoisie charge ses flics d'expliquer aux immigrés par les travaux pratiques de répression - au foyer Sonacotra de Woippy, près de Metz, la charge sauvage des CRS le 18 octobre, a estropié une vingtaine d'ouvriers - résidents : un exemple parmi 100- le gouvernement en expose publiquement le principe général menaçant : il est fortement question de ne pas renouveler cinq cent mille titres de séjour venant à expiration en 1979; le PCF oeuvrant de son côté pour rabaisser ce chiffre à 350 000 pour gage de sa "solidarité prolétarienne".

Peut-il y avoir, dans ces faits d'évidente hostilité, une mystification réellement agissante sur les immigrés, sous la forme de "dialogue"? Oui, mais à con-

sidérer que les immigrés visiblement désignés comme cible de mystification ne sont justement pas, en tant que tels, la visée effective de la bourgeoisie. Objectivement la manoeuvre bourgeoise a pour fonction de cacher sous son aspect particulier vis-à-vis du problème de l'immigration une réalité capitaliste qui joue au niveau global du rapport entre le capital et le travail à l'heure de la crise.

C'est parce que la dynamique du mal interne du capitalisme la pousse de plus en plus à affronter globalement le prolétariat que la bourgeoisie doit s'efforcer de présenter comme divisible un problème qui ne peut plus être décomposé dans sa "résolution" radicale. La finalité de la mystification des Stoléro-consorts, c'est la nouvelle annonce et l'effectivité déjà présente de licenciements massifs dans tous les secteurs de l'économie (sidérurgie, textile, chantiers navals, métallurgie, industrie de biens d'équipement) à la veille de Noël, qui la dévoile sous son plein jour : le capitalisme ne peut plus faire que d'imposer le sous-emploi pour tous les travailleurs. Alors on attire l'attention sur les immigrés pour dissimuler le fait que leur sort sera bientôt le lot commun de l'ensemble de la classe ouvrière. Alors on use de faux-semblants humanistes à l'égard des immigrés pour induire l'idée que le capitalisme traite le plus humainement possible ceux que sa barbarie organique oblige à sacrifier sans pitié : les immigrés aujourd'hui, mais l'ensemble du prolétariat sans distinction de catégorie demain.

Voilà la vraie signification des campagnes humanitaires présentes et à venir de la bourgeoisie, sous la forme qu'en offre un quelconque Stoléro aussi bien que sous l'aspect faussement opposé qu'en peut présenter le PCF. Contre les immigrés maintenant, et contre tous les ouvriers bientôt, la bourgeoisie use au maximum de ses oppositions internes pour mieux assurer l'efficacité de ses coups : du gouvernement au PCF, la bourgeoisie est seulement divisée au niveau des modalités d'exécution de la politique anti-immigrés, mais pas au plan du principe même de cette politique qui est reconnue par l'un ou l'autre clan bourgeois comme le diktat uniformément imposé à tous les valets du capital. Veut-on s'en convaincre? Qui a dit cela : "Nous pensons que le marché de l'emploi doit être concentré le plus possible

(1979, n° 5)

ITALIE

(suite de la page 1)

(suite de la page 1)

la prise de position par tract faite par le CCI en Italie à cette occasion, ainsi que des extraits de l'article paru dans Rivoluzione Internazionale.

TRACT : UNE LUTTE DE LA CLASSE

LE MAI 68 DES HOSPITALIERS?

Proletaires, camarades, la grève sauvage qui s'est étendue dans les hôpitaux de toute l'Italie n'est ni une exception, ni une explosion en retard de dix ans, mais la démonstration enthousiaste que la lutte de la classe ouvrière est UNE SEULE ET MEME LUTTE. Dans la lutte actuelle réémergent toutes les principales caractéristiques de l'action autonome du prolétariat, ces caractéristiques que la montée des luttes ouverte en 68) a su traduire dans la langue des ouvriers du monde entier:

-Assemblée générale des grévistes
-Comités élus et révocables par les assemblées

-Généralisation de la lutte à travers la coordination DIRECTE des ouvriers.

La lutte qui est aujourd'hui en cours n'est pas la lutte "des hospitaliers", mais la lutte de la classe, à la face de l'Etat et des patrons.

Il y a un an déjà, nous écrivions :
"... les agitations mentionnées ont fait espérer le retour d'un 69 ouvrier. Mais de 69 à aujourd'hui huit années ont passé, années où la vitesse des événements est allée toujours plus en accélérant. Ceux qui s'effrayaient presque à en espérer "tant", ne se rendent pas compte au'en comparaison à un demain proche, l'automne chaud sera peu de chose".

En 68-69, les grèves sauvages débordaient le syndicat, Vignoraient, le toléraient. Pour l'écrasante majorité des prolétaires qui avaient à peine retrouvé la voie de la lutte, le syndicat était seulement coupable d'être à LA QUEUE des luttes »De plus, la crise économique en était seulement à ses débuts et les patrons POUVAIENT ENCORE PAYER, pouvaient acheter avec quelque augmentation salariale un temps de répit pour leurs agents syndicaux, une trêve suffisante pour qu'ils se réorganisent avec des "délégués de base", des "conseils d'usine" et pour lancer des "grands débats" sur des réformes de structure.

Dix ans après, les patrons ne peuvent plus payer, et les ouvriers sont plus pauvres de tout, même d'illusions. Aujourd'hui la place réelle du syndicat est claire pour tous :

PAS LA QUEUE, MAIS CONTRE LA LUTTE. POUR CELA, LA LUTTE EST CONTRE LES SYNDICATS, et non parce qu'il y aurait "un plan pour discréditer les syndicats" ("La Repubblica", 25-10-78) comme le prétendent les bureaucrates syndicaux, terrorisés.

Quel que soit le développement de cette grève, certaines conséquences en sont déjà évidentes :

La faillite des positions "marginalistes" du mouvement, qui exaltaient les étudiants "non intégrés" comme le nouveau sujet de la révolution, contre les ouvriers au travail, et donc intégrés.

La ridiculisation du "parti combattant" : tandis que des cortèges de dizaines de milliers de travailleurs portaient réellement avec leur lutte leur attaque au coeur de l'Etat, le "parti armé" téléphonait au 113 pour attirer une patrouille de la volante dans une embuscade et leur brûler -o grande victoire!- la voiture. (1)

La mise en évidence de ce que pouvait être la velléité d'hégémonie des "syndicats autonomes" : ces chacals ne sont capables de faire les "durs" que pour monter les ouvriers d'un hôpital contre ceux d'un autre. L'unification des prolétaires au niveau national les remet immédiatement à leur place et les réduit à reprendre leurs lamentations sur l'assistance aux malades", déjà entonnées par la "Triplice" (2) et le gouvernement. (...)

Tract publié par la section du CCI en Italie, octobre 78.

"Nous sommes des travailleurs, autonomes dans le sens où tout le monde se bat sans se lier aux syndicats ou aux partis. En somme, nous sommes des ouvriers qui ont perdu confiance en la CGIL, CISL, UIL

"La Fédération des travailleurs hospitaliers a perdu du terrain. Je ne sais pas ce qu'elle pourrait inventer pour reconquérir même des gens comme moi qui pourtant avaient toujours été derrière le syndicat" (déclarations des travailleurs des hôpitaux).

Les hospitaliers, les ouvriers du secteur maritime, ceux des chemins de fer et des autres secteurs de la classe, sont excédés de devoir payer les frais

des contrats bidons signés en leur nom. Ils sont excédés d'être traités de fascistes, provocateurs, assassins et de devoir subir toutes sortes de chantages chaque fois qu'ils font un pas, même minime, qui ne soit pas béni par le syndicat. A cette oeuvre continue de dévoiement et de sabotage, à tous les battages sur les "pauvres malades" ou les "travailleurs qu'on empêche de travailler", à l'ordre de reprise du travail lancé par l'Etat, la riposte des hospitaliers et des ouvriers du transport a été l'intensification et l'élargissement de la lutte. Aux appels de Lama à la division active, les éboueurs de Florence ont opposé leur solidarité de classe en refusant de nettoyer les hôpitaux.

Le rejet des confédérations syndicales est toujours plus fréquent de la part de nombreux ouvriers. Et ce n'est pas seulement une réaction isolée et spontanée, mais une action réfléchie, résultat des discussions entre des groupes d'ouvriers. Dans Tombre et dans les Marches, "la fédération des travailleurs hospitaliers, après le contrat, a perdu 60% de ses inscrits" (ta Repubblica*)

Chez les travailleurs du secteur maritime :

"A Gênes seulement, on parle de 60 cartes restituées à la CISL, 80 à la CGIL, 150 à Y UIL... on peut calculer que les défections subies par les confédérations syndicales tournent autour de 25% de ses adhérents parmi les 3000 hommes de la Tirrenia" ("L'Espresso").

A l'usine Alfa-Romeo à Arese, 400 ouvriers n'ont pas renouvelé leur carte.

Que peut faire le syndicat face à cette situation? Son devoir effectif consiste, particulièrement en cette période de crise, à mettre en pratique une politique de limitation, sinon de réduction, des coûts de production, à aider à maintenir à flot l'économie nationale. De là viennent tous leurs efforts pour réduire à des valeurs ridicules les augmentations salariales, pour faire passer la "mobilité de main d'oeuvre", les matraquages sur le "service public".

Pour que cela soit réalisable, c'est à dire accepté par les travailleurs, il faut avoir un contrôle rigide sur la classe ouvrière. Un contrôle par dessus tout politique qui passe par les discours du PCI sur l'austérité comme "troisième voie au socialisme" et des

syndicats sur "des sacrifices oui, mais égaux pour tous".

Mais quand un secteur entier de la classe, comme celui des hospitaliers, commençant à se libérer de ces tentacules, prend de la force et engage une lutte qui potentiellement peut s'étendre à tout le prolétariat, pour les syndicats, aller dans les assemblées pour lancer des appels à la "responsabilité" ou à "l'esprit de sacrifice" ne sert qu'à les discréditer encore plus, quand ce n'est pas à les faire jeter violemment dehors.

La seule chose qui leur reste à faire est de se retrousser les manches et de se remettre au travail autour d'une table avec des ministres et des politiciens variés, pour tenter de refaire un contrat qui au moins donne quelques sous, même si c'est en dehors de la feuille de paye.

En même temps pour éviter que cette "coupure entre le sommet et la base" ne se voit trop, il faut faire voir qu'on lutte... Comme le dit clairement un dirigeant syndical : "Si nous voulons reprendre les choses en main, il faut bouger : préparons donc quelques grèves courtes et nettes, ou une grève générale du type de celle du 2 décembre de l'année dernière."

"Il était plus simple d'être syndicaliste dans les phases où tout semblait (souligné par nous) marcher vers des objectifs visibles, des résultats importants, des buts proches" ("La Repubblica").

(...)Les hospitaliers réussirent sûrement à obtenir quelque chose de plus sur le plan salarial. Mais la vraie victoire pour les maritimes, les métallurgistes, les hospitaliers et la classe ouvrière toute entière, sera de savoir étendre et approfondir la lutte non seulement malgré les syndicats mais contre eux, pour s'en débarrasser définitivement et avec eux de leurs mensonges, et concrétiser ainsi son unité de classe, arme indispensable pour mettre fin à ce monde de merde.

M.

Extraits de l'article paru dans Rivoluzione Internazionale n°14.

(1) : "Parti combattant" est le nom que se donnent les éléments se réclamant du terrorisme

(2) : "Triplice" : nom donné à l'alliance des trois grandes confédérations syndicales italiennes.

R.R.A.

LE SYNDICAT, FREIN A LA LUTTE

• Oui. La crise de la sidérurgie mondiale touche aussi l'Allemagne. Le "plan acier européen" qui vise à restructurer l'industrie sidérurgique en gardant seulement les centres de production les plus compétitifs, prévoit, pour l'Allemagne de l'Ouest, la suppression d'environ 1000 emplois par mois dans un proche avenir (un emploi sur quatre).

Le pays du "miracle économique", le "pays modèle" doit donc à son tour s'attacher à faire ton ménage -"restructuration économique"- de la manière la plus exemplaire possible, c'est à dire en montrant qu'une telle chose peut se faire proprement, et que même la lutte sociale peut se dérouler "dans l'ordre"

Etant donné l'importance de l'Allemagne -dans le monde et surtout en Europe- de tous points de vue (économique, géographique-stratégique, et évidemment du point de vue social) il va de soi que des luttes ouvrières fortes et incontrôlées seraient un exemple "néfaste" pour le reste du prolétariat mondial -outre le fait, bien sûr, qu'elles affaibliraient l'économie nationale allemande. L'exemple de telles luttes serait d'autant plus "néfaste" qu'elles démoliraient :

-le mythe du pays "qui a prospéré parce que les ouvriers y travaillent bien";

-le mythe selon lequel "les ouvriers qui travaillent bien gagnent bien, vivent bien et trouvent leur compte dans une société harmonieuse et co-gérée par les patrons et les syndicats".

-le mythe que le prolétariat allemand est "embourgeoisé". Cela mettrait bien au clair que la classe ouvrière est une classe exploitée partout dans le monde, le citron qu'on presse quand on en a besoin et qu'on jette à la poubelle quand "les affaires ne vont pas".

De vraies luttes dans le prolétariat allemand, dans la situation actuelle de crise où se trouve toute l'Europe, pour-

raient être le point de départ d'affrontements de classe au niveau européen. Or cela, aucune bourgeoisie ne peut le souhaiter, encore moins la bourgeoisie allemande, consciente de cette responsabilité qu'elle a vis-à-vis de ses partenaires des autres pays et consciente surtout de ce que peut être la lutte de classe, la vraie. Il ne faut pas oublier que la social-démocratie allemande a fait ses armes dans l'écrasement sanglant de la révolution de 1918-19.

La bourgeoisie allemande donc, ne peut pas se permettre de voir chez elle des grèves incontrôlées, comme elle en a vu en 69. Aujourd'hui la crise est beaucoup plus profonde qu'à cette époque. C'est pourquoi "elle y met le paquet" à travers ses syndicats, pour empêcher à l'avance tout mouvement de lutte incontrôlé. En effet, la grève lancée par l'IG-Metall (fédération syndicale de la Métallurgie) peut être qualifiée de tout sauf de "sauvage" : après avoir fait voter pendant plusieurs jours les ouvriers -les syndiqués seulement- de l'industrie sidérurgique de la Ruhr avec des bulletins de vote contenant comme texte "Es-tu prêt à cesser le travail pour les revendications suivantes : réduction par convention du temps de travail hebdomadaire, jusqu'à 35 heures sans diminution de salaire; augmentation des salaires et traitements de 5%; augmentation de l'indemnité de formation professionnelle de quarante DM pour les deux premières années et de trente pour les troisième et quatrième années?" ("THumanité" du 20-11-78), après avoir constaté que les "oui" dépassaient les 75%, alors, "c'est avec discipline, une attitude de solidarité exemplaire" (selon le président de l'IG-Metall) "que les 37 000 travailleurs de la sidérurgie dans la région de la Ruhr ont cessé ce matin, à 6 heures, le travail, dans 9 entreprises". "La puissante fédération de

l'IG-Metall a choisi ces firmes en pensant qu'elles pourraient mieux supporter la grève en fonction de leur situation financière" (sic).

Il ne s'agit pas de dire que tout cela a été machiavéliquement monté de toutes pièces par la bourgeoisie allemande. Jamais un syndicat ne déclenche une grève sans aucun motif. Ici, les motifs ne manquent pas. L'annonce des suppressions d'emploi dans la sidérurgie n'est pas un secret et les lois du capitalisme, quand elles sont ressenties comme des injustices, provoquent toujours la colère et la combativité. Cette colère et cette combativité existent dans la grève des ouvriers de la Ruhr. Les simples faits que les "oui" pour la grève aient fait 87%, ou que les piquets de grève dénotent "une combativité rarement vue en Allemagne", en sont des signes certains. Alors, le but de la bourgeoisie est de désamorcer cette colère, de la canaliser, la rendre inoffensive avec l'aide des "puissants syndicats".

Au cas où il resterait des doutes sur la peur panique qu'ont les syndicats de voir le mouvement leur échapper -ce qui pourrait arriver si les ouvriers, en s'unissant réellement, prenaient conscience de leur force-, on peut citer l'article, paru dans "Le Matin" du 15-12 qui raconte comment le secrétaire de la fédération CFTD de la métallurgie est revenu d'Allemagne "convaincu que le meilleur moyen pour les ouvriers français de soutenir les 40 000 sidérurgistes allemands en grève est justement de ne pas cesser le travail et d'assurer la production". Car "si des firmes comme Opel, Volkswagen, ou BMW décident à leur tour de lock-outer, faute de tôles pour leurs chaînes de montage", les syndicats devraient assurer leur paye aux ouvriers, ce qui les ruinerait et "la grève des sidérurgistes allemands s'écroulerait, faute d'argent. C'est pour cette raison que ses syndicats alle-

mands ont demandé aux français de limiter leurs actions".

C'est ainsi que les syndicats entendent la solidarité de classe et l'internationalisme. Comment affaiblir la bourgeoisie contre qui lutte un détachement de la classe ouvrière mondiale? En généralisant la lutte, en l'attaquant en un maximum d'endroits ont toujours répondu les prolétaires! "Vous n'y êtes pas du tout! répliquent les syndicats. C'est au contraire en restant bien sages!" C'est bien Goebbels qui disait : "un mensonge énorme porte en lui une force qui éloigne le doute". On peut voir qu'il a fait école.

Si on ajoute à cette citation celle d'un autre article du "Matin" au sujet de la manifestation à Paris des ouvriers d'Usinor -où 10 000 licenciements sont annoncés- : "il a fallu pas mal de diplomatie aux leaders syndicaux pour éviter que la colère ne s'achève en bataille rangée avec les CRS. Un ouvrier a même pleuré au moment où les syndicats ont enfin obtenu des ouvriers qu'ils se dispersent", alors, il est facile de comprendre que c'est contre les ouvriers uniquement que les syndicats en France comme en Allemagne se serrent les coudes.

Mais si, pour l'heure, les syndicats allemands peuvent encore se permettre de contrôler la classe ouvrière, le seul fait qu'ils aient été obligés d'orchestrer cette grève démontre la profondeur du mécontentement du prolétariat en Allemagne ainsi que les réserves de combativité qu'il a en lui, mécontentement et combativité qui ne manqueront pas de s'exprimer de plus en plus à mesure que la crise mondiale touchera ce pays qui jusqu'à présent a été relativement épargné. Alors ce prolétariat redeviendra ce géant qui fit trembler le capitalisme en 18-19.

Taly

IRAN (suite de la page 1)

re défense de l'Iran justifiée par le consensus populaire, canalisant la révolte vers les "nimbes" d'Allah.

En reprenant la grève dans le secteur pétrolier quelques jours avant les manifestations, faisant chuter de 4/5 la production, la classe ouvrière a montré une nouvelle fois sa combativité, sa détermination dans sa lutte contre l'Etat. Numériquement faible mais extrêmement concentrés dans des secteurs vitaux pour l'économie de guerre (sidérurgie, armement, industrie pétrolière), les ouvriers iraniens, en maintenant une pression constante depuis plus de deux mois sont arrivés à paralyser la quasi-totalité de l'économie, faisant diminuer de plus de 60 % la capacité productrice du pays, bloquant la circulation des capitaux (grève des banques) et menant ainsi à la quasi asphyxie de tout le pays. En refusant la politique d'austérité qu'impose chaque capital national, dans le cadre du renforcement de l'économie de guerre, les ouvriers iraniens montrent ainsi la détermination de la classe ouvrière mondiale à ne pas accepter la politique de mise au rationnement et de militarisation que tente et tentera de lui imposer toujours plus la bourgeoisie...

En maintenant sa pression constante sur son terrain de classe, les ouvriers iraniens, dépassant très vite les revendications catégorielles, pour mener un combat plus politique et plus unificateur, contre l'Etat, avec les revendications de "libération des prisonniers politiques" et de "fin de la loi martiale" faisant ainsi siennes les revendications de toutes les couches exploitées, des sans-travail, la classe ouvrière iranienne pousse la crise politique de la bourgeoisie dans des contradictions de plus en plus insolubles et dans un état d'instabilité permanente. Incapable dans la situation actuelle de former une quelconque union nationale qui serait seule capable d'entraîner à dévoyer le prolétariat derrière des mots d'ordre de "défense de la Patrie", "défense du capital national", ceci en raison du caractère même des oppositions en Iran et des

nécessités de la stratégie internationale (cf. RI n°56), la bourgeoisie ne dispose que de la mitraille et des massacres pour répondre aux soulèvements prolétariens. La seule force dont elle dispose pour faire reprendre le travail au prolétariat iranien, c'est la force de son armée. En continuant le mouvement, malgré la répression féroce et toutes les mesures d'intimidation de l'Etat, le prolétariat iranien pousse la bourgeoisie à dévoiler son véritable visage de terreur et de misère, misère de plus en plus horrible, affaiblissant ainsi la force de son Etat, rendant celui-ci de plus en plus vulnérable car de plus en plus incapable d'entraîner le prolétariat et les couches exploitées dans la défense de celui-ci. Comment un Etat qui ne dispose plus que de la force armée pour faire reprendre le travail, qui a massacré déjà plus de 10 000 personnes depuis le début des événements, qui n'offre que balles et répression, pourrait-il entraîner le prolétariat dans la défense de la Patrie, l'armer pour la défense de la Patrie, sans être sûr que les armes qu'il donnerait alors se retourneraient pas contre lui, alors que celui-ci continue de résister pied à pied, ne se laissant pas désarmer malgré le régime de terreur qui lui impose l'Etat et son armée.

le prolétariat, frein à la guerre

La bourgeoisie internationale tente de mettre en place ses alibis idéologiques pour préparer la guerre. Là encore, ce sont les faits mêmes qui se chargent d'en détruire la crédibilité, en démontrant leur fausseté. Comment Carter peut-il s'offrir lorsqu'on arrête des dissidents à Moscou et se taire lorsqu'on massacre des milliers d'iraniens? Le président américain ne veut pas interférer dans les affaires de l'Iran, mais celui qui a toujours voulu se présenter comme le défenseur des Droits de l'homme et de la Démocratie soutient aujourd'hui le shah. Ce que nous montrent les événements d'Iran, s'il était encore besoin de le confirmer, c'est que la fameuse "défense des droits de l'homme", n'est qu'une pure mystification, une idéologie de préparation à la guerre du bloc occidental face à son rival russe.

C'est que les intérêts du bloc américain en Iran sont très importants du point de vue économique, mais encore plus du point de vue militaire, dans la stratégie impérialiste face au bloc adverse.

L'instabilité croissante qui secoue l'Iran affaiblit la position des occidentaux dans cette région du monde, en rendant impuissant leur principal gendarme dans cette région : l'Etat iranien qui naguère avait fait pièce au bloc russe en "pacifiant" le Dhofar et est le principal gardien aujourd'hui de la voie pétrolière que constitue le golfe Persique. Pièce maîtresse du dispositif impérialiste occidental en Orient, avec son armement moderne hyper-sophistiqué, alors que le capital iranien est aujourd'hui incapable de faire accepter au prolétariat et à l'ensemble de la population les sacrifices nécessités par la concurrence capitaliste et le poids toujours plus développé d'une économie de guerre, comment pourrait-il être capable d'imposer une guerre impérialiste en demandant aux travailleurs non seulement de se serrer la ceinture, mais de sacrifier leur vie? Nous l'avons vu durant les manifestations du 10 et du 11 décembre, l'Etat iranien a maintenu le contingent dans les casernes et envoyé face aux manifestants ses troupes "professionnelles" ; une bourgeoisie qui ne fait plus confiance à son armée est incapable d'utiliser celle-ci pour défendre ses intérêts impérialistes. C'est ainsi un des chaînons principaux du dispositif d'encercllement militaire occidental autour du bloc russe, qui se trouve paralysé par la lutte de classe.

La lutte des prolétaires en Iran montre concrètement comment la lutte de la classe ouvrière constitue LE SEUL FREIN REEL A LA GUERRE IMPERIALISTE qui constitue la solution que la bourgeoisie tente de mettre en place pour résoudre sa crise économique. Avant de pouvoir envoyer les prolétaires dans le charnier impérialiste, la bourgeoisie doit d'abord au moins être capable de leur faire accepter l'austérité. Pour le prolétariat, résister à l'austérité, c'est déjà faire reculer le spectre de la guerre impérialiste, c'est déjà annoncer les affrontements révolutionnaires futurs.

Des luttes ouvrières en Iran, c'est le prolétariat mondial qui doit tirer les leçons, en comprenant :

-que c'est en luttant que le prolétariat deviendra un facteur actif (et même déterminant) dans la crise politique de la bourgeoisie, comme l'ont fait les ouvriers iraniens en poussant "leur" bourgeoisie à l'impasse, en la paralysant, freinant ainsi la marche vers l'austérité et la guerre comme nous l'avons vu;

-qu'il doit concrètement montrer qu'il représente les intérêts de l'ensemble de l'humanité, comme l'a fait le prolétariat iranien en montrant qu'il était la seule force réelle capable de s'opposer à la classe dominante en paralysant l'économie et en se conciliant les autres couches non-exploiteuses de la société par exemple en arrêtant la production pétrolière tout en maintenant la distribution en énergie pour le chauffage des foyers;

-que partout dans le monde, même dans les pays de la périphérie du capitalisme, le prolétariat lutte et que partout dans le monde il se trouve confronté fondamentalement aux mêmes problèmes, mettant à l'ordre du jour partout la même solution à la misère capitaliste : la révolution prolétarienne;

-mais aussi que si le prolétariat est parvenu en Iran jusqu'à présent à traverser le bras de la répression policière (alors que les autres couches de la société tels que la petite-bourgeoisie et le sous-prolétariat en fonçant tête baissée dans les pièges de la bourgeoisie ont payé de leur sang leur irresponsabilité chronique), le danger d'une répression féroce de la bourgeoisie est toujours présent. Face à ce danger accru par l'isolement des ouvriers iraniens sur la scène internationale, la seule garantie réside dans la capacité des travailleurs à développer leur autonomie de classe, en ne sombrant pas dans les mystifications que met en avant la bourgeoisie au travers de ses Ayatollahs et qui visent à dissoudre le prolétariat dans la population, pour mieux l'écraser ensuite DUS les coups de l'armée qu'elle soit aux ordres du Shah ou de Khomeiny, deux pantins sanglants d'une même bourgeoisie.

L.J.

TRAVAILLEURS IMMIGRES

(suite de la page 3)

sur ceux qui ont besoin de travailler en France", Marchais? Non: Stoléru. Et ceci: "Avec la crise qui sévit dans notre pays, nous considérons qu'il faut arrêter effectivement la politique d'immigration(...) dans l'intérêt de tous les travailleurs. Et aussi dans l'intérêt national", Stoléru? Non: Madeleine Vincent, du PCF.

Oui, la manifestation nationale du 18 Novembre a été une authentique réponse de classe à la manœuvre bourgeoise. Si cette dernière laisse paraître sa volonté désespérée de réaliser ses projets anti-ouvriers, c'est pour l'ensemble de la classe ouvrière que les immigrés ont démontré la détermination inentamée du prolétariat à ne pas les subir. Au-delà de la satisfaction de leurs propres revendications, qui nécessite déjà à ce niveau la solidarité active des travailleurs français, c'est par une reconnaissance spontanée du front d'attaque capitaliste que la classe ouvrière a devant elle que les immigrés ont placé leur manifestation sous le mot-d'ordre central unitaire: "Travailleurs français-immigrés, mêmes patrons, même combat!"

Effectivement, seule l'unification de la classe ouvrière garantit aujourd'hui plus que jamais le véritable succès des luttes. Si l'ensemble des ouvriers y tend spontanément, il ne peut être, dans les conditions d'exploitation, d'oppression et de manipulation idéologique qu'il subit, que le prolétariat la réalise sans dépasser des faiblesses. C'est pourquoi la classe secrète des révolutionnaires dans la tâche la plus pressante est de débayer le terrain pour l'aboutissement du processus d'unité.

"Unité", clamaient les manifestants du 18 Novembre. Oui, mais comment? En sachant avec qui on la réalise. Les immigrés ne le savent pas suffisamment, car que veut dire d'une part, dénoncer les syndicats et les partis de gauche comme détracteurs et liquidateurs de leurs luttes, reconnaître leur conjonction avec la police -ce qui est une vision de classe vérifiée avec l'expérience- et d'autre part les enjoindre solennellement dans la manifestation, à prendre leurs responsabilités. Unité oui, mais de quelle façon? Contre le

racisme? Certes le racisme existe, y compris dans les rangs ouvriers, mais aucune lutte sur ce terrain ne peut aboutir, même partiellement, qui ne débouche sur la destruction des rapports sociaux capitalistes dont le racisme n'est qu'une coloration particulière du principe de division humaine qui les fonde. Toute l'expérience ouvrière, qui a bien sûr eu à affronter le phénomène du racisme, a montré comment la classe surpassait ce problème: par et dans la lutte pour les objectifs communs à tous les travailleurs. Comme le disait ce mineur dans la grève qui a secoué les Etats-Unis jusqu'en 1977: "Dans la mine, nous sommes tous noirs".

Unité oui, mais par quelle voie? En réclamant l'égalité des droits démocratiques avec les travailleurs français? Certes, dans son fond la démocratie est juste au plan de dire que tous les hommes qui concourent à la vie d'une société devraient en tirer une équivalente jouissance. Mais quelle jouissance sociale ont tiré les travailleurs en France, en Algérie, au Mali, de "leurs droits démocratiques", sinon la "liberté" de "discuter" les conditions de leur exploitation? Egalité avec les français? Hélas, le capitalisme est en train de montrer dans quel sens il "accorde" toujours cette égalisation entre les travailleurs: parle bas. Aujourd'hui ce ne sont pas les immigrés qui se hisseront à la hauteur des conditions d'exploitation des ouvriers français, mais l'inverse qui est en train de se réaliser.

Et c'est de ce malheur que naissent les plus heureuses perspectives de lutte, non seulement pour les travailleurs immigrés, mais pour l'ensemble du prolétariat français et mondial. Aujourd'hui, toutes les discriminations que la bourgeoisie entretient honteusement entre les travailleurs, au niveau de leur exploitation et de leur oppression, l'approfondissement de la crise les annule. Immigrés, femmes, jeunes, chômeurs, le capitalisme fait aujourd'hui que la classe ouvrière est tout à la fois, également soulevée contre l'austérité et la perte d'emploi, identiquement désignée à la matraque policière. Des chômeurs de Caen aux résidents du foyer de Woippy, voilà comment la rigueur étatique complètement dévoilée dessine au prolétariat la ligne de sa contre-offensive unitaire.

Mx.

DEMOCRATIE OUVRIERE

(suite de la page 5)

bourgeoisie ; elles sont exceptionnelles et doivent immédiatement laisser place à la démocratie ouvrière, sous peine de dégénérer, de faire perdre au prolétariat son propre but, et, donc, sa propre pratique.

la révolution russes la démocratie ouvrière impossible?

Et pourtant, diront certains ouvriers rendus méfiants par la contre-révolution stalinienne : "ce que vous dites, vous marxistes, est très beau en théorie; nous ne pouvons qu'y adhérer ; mais donnez nous des exemples où votre dictature du prolétariat ne s'accompagne pas de restriction de la démocratie ouvrière, et même de violence contre les ouvriers. Regardez donc la révolution russe, ce qu'elle a donné. Il y a un monde entre votre théorie et votre pratique."

Certes oui, la révolution russe nous a montré souvent en négatif la nécessité de la démocratie ouvrière, d'une véritable liberté d'organisation et de critique dans le prolétariat. Certes, il y a eu Kronstadt, l'interdiction des grèves ouvrières pendant la guerre civile, les tchékas, la militarisation du travail. Mais même négativement, la révolution russe montre la voie du prolétariat dans le futur. Elle montre la validité de la phrase de Marx que "l'émancipation du prolétariat ne saurait être l'oeuvre que du prolétariat lui-même". Elle nous montre que le prolétariat ne pourra déléguer son pouvoir ni à l'Etat, ni à aucun parti censé remplacer sa propre action dans les conseils. Loin d'être un thème de défaitisme, d'abandon de ses propres responsabilités historiques, la révolution russe est un encouragement pour le prolétariat de tirer les leçons de son passé, de comprendre ses propres faiblesses pour ne plus les répéter demain.

De plus cette image de la révolution russe que se sont complus à propager les ennemis du socialisme est à l'opposé de ce qu'elle fut à ses débuts, quand le prolétariat était fort dans ses conseils, quand il n'était pas encore épuisé par la guerre civile. La révolution russe, quand elle fut la dictature des conseils ouvriers et non d'un parti unique, ce fut :

-l'anéantissement de l'Etat bourgeois

avec ses prisons que le prolétariat ouvrit. La destruction de la police et de l'armée bourgeois. La possibilité pour le prolétariat de dominer la société par la prise du pouvoir.

-une liberté d'organisation et de discussion, de presse illimitée pour le prolétariat. Les conseils ouvriers de 17 ce sont des millions d'ouvriers pouvant enfin avoir leurs locaux, leurs journaux à eux, la liberté enfin de pouvoir décider et imposer des mesures en faveur de leur classe : restriction du temps de travail, augmentation de la consommation ouvrière en s'appropriant les biens de consommation, la gratuité des loisirs, etc.

-même pour les couches non-prolétariennes, les paysans pauvres, la dictature prolétarienne signifia la fin de la dictature des grands propriétaires fonciers, la possibilité de sortir de l'abrutissement de la campagne par la participation aux soviets, par un début d'intégration au prolétariat dans la production, en participant ainsi à la démocratie ouvrière des conseils.

000

Que cette démocratie puisse s'épanouir pleinement, cela dépend du succès de la révolution mondiale, du triomphe de la révolution dans les centres vitaux du capitalisme.

La "démocratie ouvrière" n'est pas un idéal que le prolétariat devrait atteindre, à travers, à travers le sang et la terreur, la contrainte et l'oppression. ELLE SERA LA PRATIQUE MEME DU PROLETARIAT AU COURS DE LA REVOLUTION, son élargissement signifiait non le recul du prolétariat, son affaiblissement devant des forces hostiles, mais sa marche en avant vers le socialisme, où s'opère le passage du "règne de la nécessité" dans le règne de la liberté.

Ch.

(I) Les trotskystes montrent leur véritable visage d'agents du capital lorsqu'ils disent que la "démocratie ouvrière" "signifie que la liberté d'organisation politique devrait être accordée à tous ceux, y compris des éléments bourgeois, qui, dans les faits, respectent la constitution de l'Etat ouvrier" ("Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", brochure LCR, mai 1978). Le "camarade" Brejnev, qui respecte la constitution de l'Etat ouvrier russe, peut dormir sur ses deux oreilles. Le trotskysme a le plus grand respect pour l'Etat capitaliste russe.

REPONSE AU "F.O.R."

SUITE DE LA LETTRE DU FOR PARUE DANS LE N° DE R.I. PRECEDENT.

.. "Mais, pavions de notre divergence sur la nature des événements en Espagne de 1936 (et même avant) à 1937. Il est pour le moins étrange que vous ne considériez pas comme révolutionnaire une insurrection qui aboutit à la suppression de fait de l'Etat bourgeois laissé sans police et sans armée, donc sans pouvoir, au sur-gissement de comités-gouvernement et de milices ouvrières un peu partout dans l'Espagne non occupée par les troupes franquistes, une insurrection enfin où le prolétariat s'est montré d'une dynamique telle qu'il n'avait jamais eu auparavant. Par ailleurs, vous affirmez que le prolétariat s'est fait embrigader dans la "lutte anti-fasciste" j mais cela n'est vrai qu'après l'écrasement de ses éléments les plus radicalisés après mai 37. Enfin, l'insurrection de mai 37 à Barcelone fut sans nul doute le point culminant, la marque de la conscience prolétarienne la plus radicale de la vague révolutionnaire débutée en 1917 car, pour la première fois (et il faut bien le dire, pour la dernière fois) le prolétariat s'affrontait les armes à la main à la fois au stalinisme et aux démocrates bourgeois. Que le prolétariat, fortement influencé par l'anarchisme, ait permis que l'Etat bourgeois républicain subsiste (même sans aucun pouvoir), ce qui lui a permis de se ressaisir et de, petit à petit, rassembler et organiser ses forces en vue de réprimer le prolétariat ; qu'il n'ait pas centralisé l'appareil d'Etat qu'il s'était constitué et qui exerçait sa seule autorité jusqu'à ce que l'Etat bourgeois se redresse, cela nous ne le nions pas. Mais il est inutile que nous nous étendions plus longtemps sur ce sujet et passons aux implications qu'entraîne votre position sur la nature des événements espagnols de 1936 à 1937 en relation avec d'autres de vos positions.

Vous parlez de "crise révolutionnaire" pour mai. 68, alors que les événements qui sont advenus à cette époque, même s'il ne manque pas d'intérêt de se pencher sur eux, n'ont rien à voir avec un quelconque renversement de pouvoir. Il semblerait donc que la différence de langage au sujet de la révolution espagnole trouve des racines plus profondes qu'une simple méconnaissance par le CCI de l'histoire. Pour le CCI, le prolétariat est écrasé à partir de 1923, et la course à la guerre est inévitable à partir de 1929. Parler de "révolution espagnole" ne

• L'appréciation des événements en Espagne entre 36 et 39 constitue incontestablement une divergence majeure entre nos deux organisations. Nous profitons donc de votre lettre pour critiquer ce que nous considérons être une analyse complètement erronée de ces événements : celle qui en fait "le point culminant de la vague révolutionnaire débutée en 17."

Dans votre lettre vous ne "niez pas" que le prolétariat fortement influencé par l'anarchisme, ait permis que l'Etat bourgeois subsiste... ce qui lui a permis de se ressaisir... et... de réprimer le prolétariat" Mais au lieu de tirer des enseignements de cette constatation, et de la confronter avec votre autre assertion suivant laquelle "ce prolétariat s'est montré d'une dynamique telle qu'il n'avait jamais eue auparavant", vous coupez court et concluez : "mais il est inutile que nous nous étendions plus longtemps sur ce sujet..." On comprend que vous n'avez pas envie de vous étendre là-dessus, que vous n'avez pas envie de comprendre comment un prolétariat que vous dites aussi conscient se soit finalement laissé battre de cette façon : cela risquerait d'être un peu douloureux pour vos bonnes certitudes quant à la haute valeur révolutionnaire des événements d'Espagne. Aussi nous nous "étendrons" un peu, à votre place, sur les enseignements à tirer de ces événements.

Avant cela, nous voudrions vous signaler une petite bourde de votre lettre : vous attribuez une note plus élevée aux ouvriers espagnols de 37 qu'aux ouvriers russes ou allemands de 17 ou de 18 parce que "pour la première fois, le prolétariat s'affrontait les armes à la main à la fois au stalinisme et aux démocrates bourgeois". D'une part, on voit mal comment des ouvriers auraient pu affronter le "stalinisme" en 17 ou 18. D'autre part, les ouvriers russes et allemands, s'ils n'avaient pas en face d'eux une alliance entre démocrates et stalinien (et pour cause!) ont dû, par contre, s'affronter à la sainte-alliance entre démocrates et socialistes qui, à leur époque, constituait déjà le dernier rempart du capitalisme. C'est justement parce qu'ils ont su déjouer les pièges que leur tendaient les partis de gauche et "ouvriers" (mencheviks, socialistes-révolutionnaires, "troudoviks") que les ouvriers russes ont détruit le gouvernement bourgeois et instauré la dictature du prolétariat. Et c'est justement ce que n'ont pas été capables de faire les ouvriers espagnols. Leur réplique du 19 juillet 36 au putsch fasciste, la rapidité et l'ampleur avec lesquelles ils se sont mobilisés, le courage dont ils ont fait preuve pour attaquer, souvent à main nue, les casernes, sont une manifestation incontestable et remarquable de combativité prolétarienne. Mais si on ne peut pas les dissocier, combativité et conscience ne sont pas rattachées par un lien mécanique : à la haute combativité des ouvriers espagnols, et notamment catalans, correspondait un niveau de conscience finalement assez bas. En effet, il serait illusoire de distinguer un prolétariat d'un côté qui aurait été le "plus conscient" de l'histoire de la lutte de classe et de l'au-

tre le fait qu'il était "fortement influencé par l'anarchisme". Le simple fait que l'anarchisme ait eu une telle influence parmi les ouvriers espagnols et non les conceptions communistes (au sens révolutionnaire s'entend, celui des bolcheviks ou des spartakistes et non évidemment au sens stalinien) est une manifestation de l'arriération politique et idéologique de ces ouvriers : à moins de penser que l'anarchisme représente la plus haute expression de la conscience prolétarienne. Mais, à notre connaissance, telle n'est pas votre analyse, puisque vous considérez justement comme une faiblesse du prolétariat l'influence qu'avait sur lui l'anarchisme.

Effectivement, l'anarchisme, sous sa forme anarcho-syndicaliste, avait une grosse influence sur les ouvriers d'Espagne 36. A ce phénomène, on peut attribuer plusieurs causes :

- le niveau d'arriération économique du pays, où le prolétariat, bien qu'assez nombreux, travaillait dans une multitude de petites entreprises, et était resté réceptif aux influences petites-bourgeoises (dont Proudhon avait été le grand théoricien).

- le fait, qu'épargné par la première guerre mondiale, le capitalisme espagnol n'avait pas eu l'occasion d'intégrer ouvertement les syndicats dans les rouages étatiques comme ce fut le cas par exemple en France en 14 où la CGT "révolutionnaire" et son chef Jouhaux avaient pratiqué la "présence" dans les cabinets ministériels.

- le discrédit que le réformisme avait fait peser sur le socialisme et que la dégénérescence de la révolution russe avait fait peser sur le "marxisme autoritaire" coupable, d'après les anarchistes, de tous les maux qui accablèrent cette révolution.

Dans ces conditions originales, uniques en Europe, la crise économique mondiale des années 30 avait provoqué de très fortes réactions de la part des ouvriers espagnols, qui se reconnaissaient de plus en plus dans le langage radical de la CNT et dans son refus de participer aux compromissions coutumières des socialistes ou des stalinien. Mais la dure épreuve des faits allait être fatale à l'anarcho-syndicalisme. Incapable de comprendre que la première étape de la révolution prolétarienne réside dans la destruction de l'Etat capitaliste et dans l'instauration de la dictature du prolétariat, levier politique pour une transformation progressive des rapports économiques, la CNT, toute occupée à "implanter le communisme libertaire" dans chaque commune et dans chaque entreprise, a résolu la question du pouvoir politique de la façon la plus désastreuse qui fut : non en incitant les ouvriers à prendre ce pouvoir mais en les incitant à apporter leur soutien à l'Etat bourgeois. Et si on veut établir un rapprochement entre la révolution russe de 1917 et les événements d'Espagne en 36-37, on peut dire que la CNT a occupé, sur la scène politique, une position semblable à celle des mencheviks : soutien critique au gouvernement "démocratique", puis participation à ce gouvernement en vue de lui donner une coloration plus "ouvrière" (entrée des anarchistes à la "Generalitat" de

serait-il pas bien gênant car ce serait reconnaître que le prolétariat n'était pas écrasé partout et qu'il y avait encore des possibilités de révolution ? Par contre, si mai 68 fut le théâtre d'une "crise révolutionnaire", n'est-ce pas parce que la "crise" doit, selon les principes du CCI, permettre (grâce à lui en dernière instance) la révolution ? A nos yeux, donc, le CCI, loin de baser ses positions sur la réalité, base la réalité sur ses positions -c'est-à-dire la dé-forme.

Mais revenons sur le fait que vous affirmez que, au moment où ce que nous appelons la révolution espagnole éclatait, le prolétariat mondial était écrasé et le cours vers la guerre inéluctable, reprenant ainsi les positions de la fraction "Bilan" qui se contentait par conséquent le se croiser les bras, acte, ou plutôt non-acte, considéré par vous comme éminemment révolutionnaire. Plus de révolutions possibles puisque le prolétariat mondial était écrasé, dites-vous. Tout d'abord, nous ne pensons pas que le prolétariat était écrasé en 1936, et, en général, nous affirmons que l'écrasement du prolétariat, quand il a lieu à un moment donné, peut très bien n'être que momentané et en aucun cas ne préjuge sur ses capacités de lutte et sur les perspectives de révolution dans la période en cours. D'autre part, l'application de vos positions aboutit à transformer la défense de l'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire en de simples formalités : lorsqu'une guerre est déclarée, le prolétariat est alors écrasé, sans quoi il pourrait immédiatement se lancer contre la guerre dans la révolution... Or, penser qu'il restera écrasé durant toute la période de guerre en agitant le défaitisme révolutionnaire et la défense de l'internationalisme prolétarien, c'est oublier que ces deux principes ont pour objectif de pousser le prolétariat mondial à la révolution... Mais que faire avec un prolétariat écrasé jusqu'à la fin de la période en cours c'est-à-dire de la guerre ? Ce qu'il faut bien retenir en conclusion de ceci, c'est que la lutte des révolutionnaires ne doit à aucun moment cesser (comme "Bilan" l'a fait) même si le prolétariat est, dans l'immédiat, écrasé. Aussi, ne voir dans les événements en Espagne qu'un des jalons vers la guerre impérialiste (qui, en effet, se préparait) rendue dans le même temps inéluctable, c'est contredire à toute possibilité réelle de renversement par le prolétariat de quelque situation que ce soit.

Catalogne le 26 septembre 36, au gouvernement central le 4 novembre comparable à l'entrée des mencheviks au gouvernement provisoire en mai 1917). Et, de fait, les arguments mêmes utilisés par la CNT pour justifier sa participation sont du meilleur cru réformiste et social-démocrate : "La CNT a toujours été, par principe et par conviction, anti-étatiste et ennemie de toute forme de gouvernement. Mais les circonstances ont changé la nature du gouvernement et de l'Etat espagnols... Le gouvernement a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière de même que l'Etat n'est plus l'organisme qui divise la société en classes. Tous deux cesseront encore plus d'opprimer le peuple avec l'intervention de la CNT dans leurs organes" ("Solidaridad Obrera" du 13 novembre 1936).

Si on suit la thèse du FOR, on aboutit donc à la conclusion absurde que tout en se laissant mystifier par l'équivalent des mencheviks, tout en leur conservant sa confiance, tout en étant incapable de faire surgir en son sein un véritable parti révolutionnaire, de s'organiser en conseils ouvriers à l'échelle du pays, de prendre le pouvoir politique, le prolétariat espagnol était plus conscient, est allé plus loin que le prolétariat russe de 17, qui a repoussé les bavardages mencheviks, qui s'est donné le parti le plus avancé de l'histoire du mouvement ouvrier, qui s'est donné une auto-organisation et a pris le pouvoir à l'échelle d'un pays immense. On ne voit vraiment pas comment le FOR lui-même peut croire à ce qu'il avance! Peut-être estime-t-il que ces fameux "comités-gouvernements" étaient une forme d'organisation supérieure aux conseils allemands ou aux soviets russes. C'est là une conception défendue par Andres Nin, dirigeant du POUM (1) :

"En Russie, il n'y avait pas de tradition démocratique, pas de tradition d'organisation et de lutte dans le prolétariat. Nous avons des syndicats, des partis, des publications, un système de démocratie ouvrière. On comprend l'importance qu'eurent les soviets. Le prolétariat n'avait pas ses organisations propres. Les soviets furent une création spontanée qui en 1905 et en 1917, prirent un caractère totalement politique. Notre prolétariat avait déjà ses syndicats, ses partis, ses organisations propres. C'est pour cela que les soviets n'ont pas surgi parmi nous."

Mais ce qui, pour Nin, constituait une force du prolétariat espagnol était, en réalité, une de ses plus grandes faiblesses. Ces fameux comités, en effet, au lieu d'être l'émanation directe des assemblées générales ouvrières, des organismes élus et révocables par elles, étaient la plupart du temps constitués par des délégués nommés par les différentes organisations se réclamant de la classe ouvrière : les syndicats CNT et UGT, les partis socialiste, stalinien et le POUM. Et il en était ainsi à tous les niveaux, les "comités de base" n'ayant pratiquement aucun contrôle sur les comités du "sommets" comme le comité central des milices anti-fascistes" de Catalogne ou le "comité exécutif populaire" de Valence. A cet égard le "conseil de défense" d'Aragon faisait

figure d'exception puisque résultant de la fédération des divers comités de villes et de villages eux-mêmes nommés par des assemblées générales. Nous ne prétendons pas qu'une forme différente de ces comités aurait changé radicalement le cours des événements en Espagne. Contrairement aux conseillistes, nous ne sommes pas des fétichistes de la forme, nous ne disons pas que l'organisation des ouvriers en conseils les préservent de toute influence bourgeoise, mais nous affirmons, avec l'Internationale Communiste, que dans la période de décadence du capitalisme ouverte par la première guerre mondiale, ceux-ci constituent l'organisation autonome et générale de la classe ouvrière en période révolutionnaire, la "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat" (Lénine) Et ces fameux "comités" constitués sur la base de la lutte contre le fascisme, purent d'autant mieux devenir des auxiliaires du gouvernement de la République avant de prononcer leur auto-dissolution, qu'ils étaient directement l'émanation d'organisations ouvertement hostiles aux luttes ouvrières ou incapables de leur indiquer une orientation de classe. Le FOR rejette l'idée qu'avant mai 37 le "prolétariat se soit fait embrigader dans la lutte anti-fasciste en dehors donc de son terrain de classe." C'est faux! Parmi tous les exemples qui illustrent le contraire nous ne donnons, par manque de place, que cette déclaration de Joaquim Ascaso, président du conseil d'Aragon (pourtant le plus "radical" des différents comités) suite à une entrevue avec Largo Caballero le 31 octobre 1936 :

"L'objet de notre visite a été de présenter nos respects au chef du gouvernement et de l'assurer de notre attachement au gouvernement du peuple. Nous sommes prêts à accepter toutes les lois qu'il promulguera et, de notre côté, nous demanderons au ministre toute l'aide dont nous avons besoin."

De fait, malgré une poussée initiale très forte dans les rangs ouvriers en faveur d'un renversement immédiat des institutions officielles de la bourgeoisie républicaine, ceux-ci ont finalement capitulé devant l'argument "qu'avant de faire la révolution, il fallait d'abord gagner la guerre" ressassé par les leaders anarchistes. Et cela, en l'espace de quelques semaines.

Dans votre lettre, vous comparez les événements de 1936 à ceux de mai 68 : pour vous, les premiers représentent une expression de la lutte de classe bien plus élevée que les seconds (que le CCI ne qualifie pas de "crise révolutionnaire" comme vous le dites). Certes, sur le plan de l'intensité des affrontements, la comparaison est à peine possible, cependant ce que vous ne voyez pas, c'est que ceux de 36 représentaient un ultime soubresaut rapidement dévoyé d'un prolétariat victime d'une contre-révolution chaque jour plus profonde, alors que ceux de 68 constituaient une première manifestation d'une reprise générale après cette terrible contre-révolution. Et c'est justement parce que les ouvriers d'Espagne luttèrent dans un environnement international de silence de la lutte de classe, qu'au lieu de compter sur la solidarité in-

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

• Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi le but de nos réunions publiques.

REVOLUTION INTERNATIONALE, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Aix-en-Provence, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Montpellier, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

bordeaux

Réunion publique : le 20 janvier, à 17 h. au Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "SOUTENIR LA DEMOCRATIE, C'EST ACCEPTER L'AUSTERITE AUJOURD'HUI, LA GUERRE DEMAIN, L'EXPLOITATION TOUJOURS".

dijon

Réunion publique : le 20 janvier, à 16 h. à la MJC Maladière, rue Balzac, sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES".

Permanence : le 3ème jeudi du mois, de 18 h à 19 h 30, à la librairie "Les doigts dans la tête" rue Chabot Charry.

grenoble

Réunion publique : 4 février, au 6, rue Hector Berlioz, à 21 h. sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES".

Contact avec les diffuseurs au marché St Bruno, le samedi 5 février de 10 h. à 12 h.

lyon

Permanence : le 24 janvier, de 18 h à 19 h, 3, rue Diderot, Lyon 1er.

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.8

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

marseille

Réunion publique : le 5 janvier, à 21 h. salle Lucordaire, 30, rue Ste Victoire, Marseille 6ème, sur le thème : "LUTTES DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE".

Permanences : 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h à 20 h, même endroit.

montpellier

Réunion publique : le 19 janvier, à 20 h, salle Lucordaire, rue des Augustins.

nantes

Réunion publique : le 13 janvier, à 17 h, 3, rue Amiral Duchaffault, sur le thème : "IRAN : UNE LUTTE AUX REPERCUSSIONS MONDIALES".

paris

Réunion publique : 27, rue de Choisy, (1er étage, salle verte), Paris 13ème, le 13 janvier, sur le thème : "LES LECONS DE LA REVOLUTION ALLEMANDE".

Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit (salle orange).

paris

Réunions publiques : 27, rue de Choisy, (1er étage, salle verte), Paris 13ème.

13 janvier, sur le thème : "LES LECONS DE LA REVOLUTION ALLEMANDE DE 1919".

Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit (salle orange).

saint-nazaire

Réunion publique : le 27 janvier, à 17 h, au Foyer du Travailleur, sur le thème : "IRAN : UNE LUTTE AUX REPERCUSSIONS MONDIALES".

toulouse

Réunion publique : le 26 janvier, à 21 h, au 48, rue de la République, sur le thème : "DEMOCRATIE = TERREUR ETATIQUE CONTRE LE PROLETARIAT".

souscription

permanente

ERRATUM

Dans le numéro 56 de RI, page 8, 4ème colonne, il fallait lire : "l'instauration de la dictature monarchiste, monoparti et ouvertement totalitaire du prolétariat dirigée par le parti de classe" (Le "prolétaire" n° 276).

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

PO Box 322
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

internationalismo

EP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles
Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereldrevolutie

I.K.S.
Postbus 452
Nijmegen

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
EM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :

IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

internationalisme n° 26

Grèves en Grande-Bretagne : lutter contre l'attaque des salaires, c'est lutter contre l'Etat.
Leçons de la grève du pétrole.
Liban : toujours plus de sang pour le capital.

Lutte de classe et révolutionnaires.
Transports en commun : roulés par qui ?
Construction navale aux Pays-Bas : le piège de l'intérêt d'entreprise.
Namibie : qu'il est difficile de rester un bon américain.

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

revue internationale n° 15

- Le cours historique
- L'Etat dans la période de transition
- Résolution sur terrorisme, terreur et violence de classe
- Allemagne de l'Est : l'insurrection ouvrière de juin 1953
- Espagne 1936 : le mythe des collectifs anarchistes
- Sur la question nationale : réponse à "Solidarity".

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCF La Source 34 195 33

LA LOI DU CAPITAL

(suite de la p. 2)

d'enfreindre les lois, et devra, pour vaincre, détruire de fond en comble toutes les institutions bourgeoises, se mettre hors du terrain légal, hors la loi.

Dans cette politique, les syndicats se font les champions de la non-lutte. D'un côté, ils s'adressent aux fractions de la bourgeoisie encore méfiante à leur égard pour leur montrer leur capacité à insuffler dans les rangs de la classe ouvrière un esprit de l'arbitraire et de servilité. D'un autre côté, ils entretiennent une des illusions les plus dangereuses, les plus enracinées dans la classe : le terrain de la légalité.

Le rôle de la classe ouvrière n'est pas de se montrer bien docile, bien gentille. Sur le terrain du capital, elle a perdu d'avance, la bourgeoisie sera toujours la plus forte. Sa seule force réside, non pas dans la capacité de se faire reconnaître comme un interlocuteur compréhensif, mais dans sa mobilisation générale, dans sa lutte acharnée et décidée, conditions nécessaires à la destruction de l'Etat bourgeois.

Tant que les travailleurs permettront aux syndicats de faire leur petite cuisine, de pousser le culot jusqu'à les ridiculiser d'une manière aussi grotesque et grossière, le capitalisme aura les mains libres pour renforcer son offensive, son austerité, ses licenciements et sa répression. C'est lorsqu'ils refuseront de se plier à ce jeu sinistre, qu'ils ne toléreront plus d'être ces marionnettes dociles au profit d'une minorité, qu'ils pourront reprendre la lutte véritable pour l'abolition, dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité, de cette société d'exploitation et de misère, lutte dont une des étapes sera nécessairement la destruction de ces fidales chiens de garde du capitalisme que sont les syndicats. S.K.

C.P.A.O., UNE FIN SANS GLOIRE

• Cinq mois après la dissolution du groupe de Lille de "Combat pour l'Autonomie Ouvrière" (CPAO), le groupe de Rouen qui maintenait la publication du journal a décidé de se saborder. Décision annoncée dans le n° 9, son dernier numéro, sous le titre évocateur de "glouglou !!!" (sic). Si, dans le n° 8 de CPAO on avait pu encore lire des proclamations braillardes sur la bonne vie du groupe : "nous sommes fermement décidés à poursuivre nos activités" (p.7) et aussi : "renforcer et cla-

F.O.R.

(suite de la p.6)

ternationale de leurs frères de classe et de faire appel à elle, ils se sont rendus aux arguments des larbins de la bourgeoisie comme Garcia Olives, lequel déclarait :

"La bourgeoisie internationale refusait de nous fournir les armes dont nous avions besoin... Nous devions donner l'impression que les maîtres étaient non les comités révolutionnaires, mais le gouvernement légal : faute de quoi, IOUS n'aurions rien du tout. Nous avons lu nous plier aux inexorables circonstances du moment, c'est à dire accepter la collaboration gouvernementale."

C'est bien pour cela que nous considérons que ce qui ressort essentiellement des événements d'Espagne 36, ce n'est pas un quelconque aspect révolutionnaire des luttes de classe qui s'y sont menées, mais bien la façon dont ces luttes ont été dévoyées dans le soutien d'un camp de la bourgeoisie contre un autre, d'un camp impérialiste contre un autre.

1) Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, petit parti surtout influent en Catalogne qu'on peut situer à l'extrême-gauche de la social-démocratie puisqu'il collaborait avec "l'Indépendant Labour Party" et le PSOP de Marceau Pivert au sein du "Bureau de Louvre".

rifier l'expression politique de l'autonomie ouvrière, rassembler les forces existantes, voilà ce qu'il est possible de faire immédiatement (souligné par nous) (p.3), on pouvait s'attendre dans le n° 9 d'auto-dissolution à un minimum de responsabilité, de réflexion, et au moins à un bilan ne serait-ce qu'un peu politique de cette piteuse expérience... Malheureusement, l'infantilisme et la confusion qui ont marqué la trajectoire de CPAO ressortent avec encore plus de misère dans les articles de ce dernier journal : on apprend ainsi que cette décision de sabordage "constitue un redoublement (sic) de l'activité (de CPAO) et absolument pas une remise en cause des positions générales qui la sous-tendent" (p.1) ; la quasi-totalité du reste du journal consiste en des attaques dérisoires contre les scissionnistes de Lille et le CCI. On apprend ainsi que le CCI est social-démocrate, qu'il veut imposer la conscience dans la classe de l'extérieur ! Que, de toute façon, le "parti n'est qu'une merde (!) bourgeoise par nature", plus quelques autres considérations de la même eau...

La bravade et le bluff affichés dans ce dernier journal expriment réellement le désarroi de tout un milieu qui dépasse le cadre minuscule de feu-CPAO. Ainsi une lettre publiée venant d'un "militant autonome" témoigne assez bien du contenu des mythes de "l'autonomie ouvrière" à la sauce confusionniste : ce militant, critiquant l'aspect "proclamatoire" de CPAO, rappelle que "les masses ne sont pas spontanément révolutionnaires" (pour preuve, l'influence du révisionnisme), et qu'il est donc nécessaire d'expliquer et de construire "l'alternative autonome de la classe ouvrière dans le mouvement". On ne saurait être plus clair ; tous ces gens-là s'entendent comme larrons en foire pour expliquer que le CCI est "social-démocrate", "hyper-léniniste", "extérieur à la classe", "qu'il construit artificiellement le Parti Mondial de la clas-

se" (cette merde bourgeoise !), mais à peine en ont-ils fini avec ce flot de puérités, qu'avec une candeur de premiers communisants, ils lâchent le morceau et avouent que, finalement, le prolétariat n'est pas spontanément révolutionnaire ! Le CCI a déjà répondu longuement sur la question de ce qu'est l'autonomie de la classe, c'est-à-dire son organisation indépendante dans la lutte, sous-tendant sa capacité révolutionnaire "pojrtaée (eh oui, messieurs les "autonomes") exprimée au plus haut niveau par la formation des Conseils et dont le parti n'est que l'expression la plus claire et la plus décidée. Loin d'être des proclamations, cette vision est la leçon concrète de l'expérience même de la classe lors de ses plus hauts niveaux d'affrontement avec le capital ! Mais cette expérience, les diverses variétés "d'autonomes" ou de "groupes en recherche" la nient ou la rejettent à l'aide de formules creuses et dérisoires héritées de la jpénétration des idées petites-bourgeoises dans le milieu révolutionnaire lors de la phase noire de la contre-révolution...

CPAO et bien d'autres (PO, Gauche Marxiste UO) ont tous partagé un profond mépris de l'expérience historique de la classe expliquèrent les militants qui rédigèrent la brochure de "rupture avec l'activisme et la confusion" après avoir quitté CPAO. Le dernier journal de ce groupe ne fera pas mentir cette constatation... Les derniers militants de CPAO bradent aujourd'hui "leur" activité avec des airs de matamores témoignant d'une irresponsabilité devant la classe et en semant encore plus de découragement et de confusion autour d'eux ! Nous serons les derniers à nous réjouir d'un tel processus qui est aussi une manifestation de la faiblesse de la classe et de la lenteur de la reprise révolutionnaire ; mais cette triste débâcle qui s'ajoute à bien d'autres ne fait que confirmer une fois de plus que "sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire" !

Chénier

LA DEMOCRATIE OUVRIERE PRATIQUE DU PROLETARIAT

leur démocratie

• Avant de définir la "démocratie ouvrière", d'expliquer pourquoi nous utilisons un tel terme, que les trotskystes en particulier ont totalement dénaturé, nous devons montrer quelle forme de démocratie le prolétariat doit rejeter, s'il veut véritablement renverser la société de classes. Pour cela, on doit balayer un certain nombre de confusions qui se sont tissées autour du mot "démocratie". Lorsque nous parlons de "démocratie", nous ne parlons jamais de la "démocratie" en soi, mais d'une forme de pouvoir, de dictature de classe, ou bien de la bourgeoisie, ou bien du prolétariat.

1) REJET DE LA "DEMOCRATIE" BOURGEOISE

Le marxisme, même lorsqu'il parle de "conquête de la démocratie", dans le Manifeste Communiste, a précisé ce qu'il entendait par là : certes, conquête de libertés (réformes, droits de grève et de coalition) dans le cadre de la démocratie bourgeoise du 19ème siècle, encore réelle avant sa décadence au 20ème siècle, mais surtout conquête du pouvoir politique par et pour le prolétariat. Il y avait alors un programme minimum (lutte pour des réformes ouvrières, des libertés réelles de presse et de réunion) et un programme maximum (conquête du pouvoir politique, c'est-à-dire dictature du prolétariat). Abandonnant la lutte pour le socialisme, le révisionnisme (Bernstein, Jaurès, social-démocrates de la Ilème Internationale) ont fait du rafistolage de la "démocratie" bourgeoise leur drapeau. "Conquête de la démocratie" s'est transformée dans leur bouche en abandon de la dictature du prolétariat. "Améliorer", mais non détruire l'Etat bourgeois, dont ils fétichisèrent le parlementarisme ! Collaboration de classes, et non lutte de classe, tel était pour eux le sens de cette "conquête de la démocratie". C'est pourquoi leur drapeau fut la "démocratie en soi" ou la "démocratie" bourgeoise tout entier, "démocratie" où, bien entendu, devaient coexister pacifiquement prolétariat et bourgeoisie.

Cette démocratie-là, avec son parlement, ses prisons, son armée, sa police, ses camps de concentration, sa terreur et la privation de toute véritable liberté politique pour les classes laborieuses, le prolétariat la rejette totalement, et affirme la nécessité de la briser, de la détruire de fond en comble, car elle est la forme même de la dictature bourgeoise.

2) REJET DE LA DEMOCRATIE FORMELLE

La dictature du prolétariat, si elle ne peut se traduire par la terreur - comme nous l'avons vu dans un précédent article - ne signifie pas "démocratie" pour la bourgeoisie. Celle-ci se voit - comme classe - privée de tout droit et de toute liberté politique : la bourgeoisie est privée du "droit" de participer au nouveau pouvoir, privée de sa "liberté" de propriété, sa "liberté"

d'exploiter les ouvriers. Il n'y a pas d'égalité entre prolétariat et bourgeoisie. La dictature du prolétariat implique le rejet de la mystification "liberté pour tous".

Si la prise du pouvoir par le prolétariat se manifeste par "l'égalité (véritable et la démocratie réelle pour les travailleurs, les ouvriers et les paysans" (Lénine : "Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat", 1919), cela n'implique pas l'égalité politique entre les classes, exploitées et la classe ouvrière. Bien que s'appuyant sur celles-là contre la bourgeoisie, elle doit préserver rigoureusement son indépendance de classe ; liberté politique pour tous les exploités (droit de réunion, participation aux soviets) n'implique pas égalité politique absolue. Le prolétariat, à la différence de l'ancienne social-démocratie ou des trotskystes actuels respectueux de la "loi du nombre" (majorité numérique) dénie à toute autre classe la possibilité de s'organiser comme classe, sur le terrain politique (1). Le pouvoir des conseils ouvriers, en octobre 1917, a affirmé clairement qu'une voix d'ouvrier dans les soviets valait au moins cinq fois plus que celle d'un paysan. Si l'on définit, au sens étymologique, le terme "démocratie" par "pouvoir du peuple", la dictature ouvrière n'est pas "démocratique" : c'est la dictature d'une classe qui monopolise le pouvoir bien que les paysans et les membres des couches exploitées participent aux soviets. Le mécanisme même de la démocratie : que la minorité doit se plier à la majorité, abdiquer ses propres intérêts devant la "loi de la majorité numérique", le prolétariat le rejette. Classe minoritaire dans la société à l'échelle du globe (quelques centaines de millions d'ouvriers sur 4 milliards d'hommes), sous peine de voir son pouvoir dégénérer, doit préserver ses intérêts de classe, qui, bien que coïncidant avec ceux de tous les exploités face à la barbarie capitaliste, ne s'identifient pas à ceux des classes exploitées liées à la propriété privée (paysans, artisans, etc.). La condition du socialisme, c'est que le prolétariat reste la classe politiquement dominante. Se lier les mains par le respect fétichiste de la démocratie formelle, ce serait abdiquer son pouvoir de classe.

pourquoi

la "démocratie ouvrière" ?

Les bordiguistes, à la suite de la Gauche Communiste, rejetant clairement et la "démocratie" bourgeoise et la démocratie formelle, ont cru en tirer la conclusion que la révolution prolétarienne serait "antidémocratique" ou ne serait pas. Pour cela, ils s'appuient généralement sur Engels qui affirmait que le socialisme se traduit par "la suppression de tout Etat, et, par conséquent, de la démocratie". Si l'on entend par "démocratie" la FORME que prend le pouvoir prolétarien, une

dictature de classe dans une société où l'Etat subsiste, où les exploités participent à cet Etat au travers des soviets, qui sont l'organe d'un tel pouvoir, c'est tout-à-fait juste. La disparition des classes, et donc de l'Etat qui exprime cette division en classes, c'est l'abolition de tout pouvoir de classes, et, donc, de la "démocratie". Malheureusement, tel n'est pas le but des croisés de "l'antidémocratie". Lorsqu'ils définissent la dictature du prolétariat comme totalitaire, renforçant la violence de l'Etat, ils nient le but du socialisme : l'abolition de tout pouvoir, de tout Etat.

Il faut en finir avec ces jongleries sur le mot "démocratie" ; laissons aux juristes et aux philosophes le soin de définir l'essence invariante, éternelle du mot "démocratie". Pour nous, marxistes, la "démocratie" que nous voulons, n'est pas un mot, une simple FORME. La "démocratie ouvrière", c'est un CONTE-NU, une PRATIQUE DE CLASSE. UN BUT : le socialisme, l'émancipation du prolétariat et de l'humanité qui se traduisent par une égalité réelle, une liberté sans précédent pour le prolétariat et les exploités, non limitées mais en développement constant, au fur et à mesure que déperissent les rapports de production capitalistes.

Il faut en finir aussi avec les conceptions phénoménologiques des anarchistes et des conseillistes, dont la myopie politique ne leur laisse entrevoir de la "démocratie ouvrière" que son mécanisme interne, sa forme, son fonctionnement. Ils ne veulent voir dans la "démocratie ouvrière" que les décisions prises à la majorité, le vote libre de toute contrainte exercée par la bourgeoisie. Ils ne voient pas que l'important, ce n'est pas le mécanisme du vote, mais la pratique réelle du prolétariat : que les positions révolutionnaires de la minorité deviennent celles de la majorité des conseils, emportent l'adhésion de toute la majorité exploitée dans la société.

Inversement, cette pratique du prolétariat qui devient une classe consciente, se libérant de l'idéologie bourgeoise, est un refus de toute contrainte, de toute violence au sein du prolétariat. Le prolétariat ne peut se libérer du joug du capitalisme en se privant de sa propre liberté de mouvement, de discussion, de décision. Le prolétariat progresse à travers ses erreurs, ses hésitations, qu'il tend sans cesse à dépasser. Une minorité révolutionnaire ne saurait suppléer cet indispensable effort du prolétariat de se libérer par ses propres forces. Pour être efficace, emporter l'adhésion de la masse des ouvriers, lui montrer la nécessité de prendre le pouvoir, lui montrer la solution juste quand se multiplient les obstacles, la minorité doit CONVAINCRE la majorité. Inversement, quand une minorité de la classe reste soumise aux préjugés petits-bourgeois, la majorité révolutionnaire n'use pas de sa force numérique pour l'écraser. Elle cherche patiemment à emporter l'adhésion. Pour cela, il faut la liberté de discussion, de délibération la plus totale dans les conseils. La classe ouvrière n'est pas

une classe homogène qui décide comme un seul homme la Révolution, marche d'un pas égal vers le communisme. Il y a le poids de l'idéologie bourgeoise, dont le prolétariat se dégage à grand peine ; il y a le poids des éléments arriérés du prolétariat ; dans les conseils territoriaux, il y a enfin le poids des paysans et des petits bourgeois avec leurs préjugés de classe. Cette lutte de tous les instants, sans violence ni contrainte, contre les préjugés, par la persuasion, la conviction que donne l'expérience révolutionnaire, c'est la démocratie ouvrière, une liberté nouvelle qui s'impose par la liberté de sa pratique.

S'il était possible d'arriver au socialisme, en l'imposant par la violence au prolétariat, aux couches non exploiteuses, par les actions dictatoriales de minorités résolues, le marxisme n'aurait pas été le marxisme et aurait reconnu la pleine validité du blanquisme. Mais le socialisme ne passe pas par des voies détournées, terrestres ou célestes. Il est possible, parce qu'il est la pratique de millions d'ouvriers, de chaque ouvrier pris non comme individu mais comme l'expression d'une même force collective. Affirmer que la réalisation du communisme, c'est une simple question de "dictature monoparti, totalitaire du prolétariat dirigée par le parti de classe", c'est tout simplement trahir l'essence du socialisme.

Enfin, le prolétariat représente historiquement les intérêts de l'humanité toute entière. Il n'a pas de privilège de classe ou de caste à défendre. Il vise non à se perpétuer comme classe, à devenir une classe exploiteuse totalitaire - ce qui est contraire à son essence - mais à saper les bases mêmes de son existence ; en intégrant en son sein, les classes non exploiteuses et même les membres des classes exploiteuses déchues, le prolétariat fait surgir une véritable communauté humaine, fraternelle et libre. Sa dictature de classe se traduit immédiatement par l'extension, l'élargissement de la "démocratie ouvrière", "l'extension sans précédent de la démocratie réelle en faveur des classes laborieuses opprimées par le capitalisme" (Lénine).

"Seul, le pouvoir des ouvriers non intéressés à la propriété privée des moyens de production et à la lutte pour le partage ou un nouveau partage de ces moyens est en mesure de le faire" (Lénine).

Le prolétariat ne pourra jamais parvenir au socialisme, s'il ne donne à lui-même et à l'ensemble des exploités, à l'humanité tout entière, le goût de la société sans classes fondée sur la liberté matériel et spirituel le la plus totale. Il en donnera le goût, non par l'étouffement de la société, par de des massacres sans fin, à coup de camps de concentration, mais en brisant les chaînes de l'esclavage qui l'enserrent. Si le prolétariat est amené, dans la révolution, à utiliser la violence, il ne fera pas de nécessité vertu. De telles mesures ne sont pas sa pratique spécifique, mais lui sont imposées par la

(suite page 5)

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

Les "lutttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.